

Université Libre de Bruxelles
Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire
Faculté des Sciences
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement

**Vers une mutation du mouvement écologiste radical ?
Analyse de l'identité collective des Soulèvements de la Terre**

Mémoire de Fin d'Etudes présenté par
PONT, Mathis
en vue de l'obtention du grade académique de
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement
Finalité Gestion de l'Environnement M-ENVIG

Année Académique : 2022-2023

Promotrice : Madame MANCILLA GARCIA Maria

REMERCIEMENTS

Je tiens avant tout à exprimer ma gratitude envers toutes les personnes qui m'ont prêté main forte dans la réalisation de ce mémoire.

Je remercie chaleureusement ma promotrice de mémoire Maria Mancilla Garcia pour son temps, ses précieux conseils, et son indéfectible soutien moral.

Je remercie mes parents pour leur attention particulière dans la relecture ainsi que pour le cadre de travail privilégié qu'ils ont su m'offrir lors de cette période.

Je remercie mes amis, amies et ma concubine pour leurs rires, leur relativisme, leur bonne humeur, leur solidarité.

Je remercie enfin les militants et militantes des Soulèvements de la Terre pour les rencontres marquantes, les expériences fortes, les émotions vécues ensemble.

Merci Sylvain et Bertille pour m'avoir accordé temps et intérêt. Merci Benjamin pour ta générosité. Merci Michel pour m'avoir accueilli à NDDL. Merci Bellule pour ton amitié. Merci Véro pour ton hospitalité. Merci à tous et toutes les autres.

RÉSUMÉ

Confrontés à une crise environnementale majeure mais également sociale et démocratique, les mouvements sociaux écologistes radicaux (au sens d'aller à la racine du problème) foisonnent au XXI^{ème} siècle. L'un d'eux, les Soulèvements de la Terre, semble se démarquer des autres et même transformer l'identité de la lutte. Ce travail de recherche vise à étudier les composantes de l'identité de ce mouvement et d'en dégager la portée pour la lutte écologiste radicale en France.

L'approche principale est celle d'une ethnographie lors de laquelle j'ai vécu le mouvement de l'intérieur, participé aux actions, réalisé des interviews. Elle est complétée par une étude documentaire d'un livre composé de textes de personnalités publiques qui le soutiennent et/ou lui appartiennent. Les résultats de l'enquête consistent alors à restituer la parole des militant·e·s sur les différentes composantes de l'identité collective du mouvement, identifiées préalablement dans la littérature théorique de la sociologie des mouvements sociaux.

Enfin, à partir du narratif que tracent les activistes dans leurs discours, je m'emploie à élaborer des pistes de réflexion quant à la portée de l'action des Soulèvements de la Terre sur la lutte écologiste radicale en France. Elles nous mèneront notamment à considérer la composition massive et hétérogène du mouvement qui soulève la question de la convergence de nombreux collectifs aux orientations idéologiques diverses. Le contexte politique fortement polarisé et la répression dont les activistes sont victimes, tout comme l'innovation stratégique dont ils font preuve, semblent également jouer un rôle fondamental dans le remaniement de l'identité de la lutte. Enfin, Une analyse philosophique de la sémantique « terrestre » caractéristique des Soulèvements de la Terre nous permettra de cerner la manière selon laquelle leur identité est marquée par une reconceptualisation des relations qui lient l'humain à son environnement.

Mots clefs : mouvements sociaux, nouveaux mouvements sociaux, mouvements sociaux écologistes, radical, identité collective, Soulèvements de la Terre.

Disciplines : sociologie des mouvements sociaux, ethnographie.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	3
INTRODUCTION.....	6
PARTIE 1 : Développements Théoriques.....	10
Chapitre 1 : Appréhender le mouvement social écologiste.....	10
1. Les courants théoriques du mouvement social.....	10
2. Les Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS).....	11
3. Les mouvements sociaux écologistes comme objet d'étude.....	12
Chapitre 2 : l'Identité collective.....	14
1. Emergence de la notion.....	14
2. Qu'est-ce que l'identité collective ?.....	14
3. Les composantes de l'identité collective : précisions conceptuelles.....	15
4. Limites du cadre théorique.....	18
PARTIE 2 : Etude de terrain.....	19
Chapitre 1 : Délimitation du terrain.....	19
Chapitre 2 : La position du chercheur.....	21
Chapitre 3 : Méthodologies d'enquête.....	21
1. Observation ethnographique participante.....	21
2. Entretiens semi-directifs.....	22
3. Etude documentaire.....	23
Chapitre 4 : Méthodologie d'analyse.....	24
Chapitre 5 : Limites de la méthode.....	25
Chapitre 6 : Résultats de l'analyse.....	26
1. Composition.....	26
2. Enjeux de lutte.....	27
3. Motivations à l'engagement.....	29
4. Moyens d'action.....	31
5. Forme du mouvement.....	34
6. La répression.....	35
7. Contre-culture.....	39
Chapitre 7 : Discussion.....	45
1. Les Soulèvements de la Terre en tant qu'héritiers de la frange radicale de l'écologie politique.....	45
2. Une identité collective façonnée par un contexte politique polarisé.....	48
3. Une identité stratégique : la volonté de reconquérir des victoires politiques.....	50
4. Une identité collective ontologique du vivant.....	53
CONCLUSION.....	55
ANNEXES.....	57
BIBLIOGRAPHIE.....	59

TABLE DES FIGURES

<i>Figure 1</i> : Dessin de couverture du livre <i>On ne dissout pas un soulèvement</i> -----	9
<i>Figure 2</i> : Photographie de l'outarde de Sainte Soline lors de la mobilisation du 25/03/23 des <i>Soulèvements de la Terre</i> -----	9
<i>Figure 3</i> : Carte du terrain d'observation participante -----	20
<i>Figure 4</i> : Carte conceptuelle de l'identité collective des Soulèvements de la Terre -----	44

LISTE DES ACRONYMES

AG	– Assemblée Générale
Attac	– Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
BAC	– Brigade Anti-Criminalité
BRAV-M	– Brigade de Répression de l'Action Violente Motorisée
BTP	– Bâtiments et Travaux Publics
CNRS	– Centre National de la Recherche Scientifique
FNSEA	– Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
GAEC	– Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
GIEC	– Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat
GJM	– Global Justice Movement
LBD	– Lanceur de Balle de Défense
LDH	– Ligue des Droits de l'Homme
LFI	– La France Insoumise
LTDLS	– La Tête Dans Le Sable
LVEL	– La Voie Est Libre
NDDL	– Notre Dame Des Landes
NMS	– Nouveaux Mouvements Sociaux
NNMS	– Nouveaux Nouveaux Mouvements Sociaux
NPA	– Nouveau Parti Anticapitaliste
NUPES	– Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale
ONF	– Office National des Forêts
ONG	– Organisation Non Gouvernementale
Scot	– Schéma de Cohérence Territoriale
Zad	– Zone à Défendre

INTRODUCTION

Le rapport de synthèse du 6^{ème} cycle d'évaluation du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat (GIEC) est paru en mars 2023. Sans surprise, il annonce que les températures à la surface du globe ont augmenté en moyenne de 1.1°C depuis l'ère préindustrielle avec un différentiel de 0.7°C entre les terres et les océans et une disparité régionale tant par rapport à l'importance du réchauffement qu'aux conséquences de celui-ci. Il est toujours bon de rappeler que cette augmentation des températures est causée par les activités humaines et principalement par les émissions de gaz à effet de serre, que la responsabilité de ces émissions revient à hauteur de 35 à 45% aux 10% des ménages les plus riches, et très largement aux zones urbaines. En conséquence, la décennie 2011-2020 est la plus chaude depuis 125 000 ans. L'objectif de limiter l'augmentation du réchauffement global à 1.5°C de l'Accord de Paris à la COP 21 est relégué au rang de fiction. Ce niveau de réchauffement sera immanquablement atteint dès les années 2030 et les politiques en place fin 2020 conduisent à un réchauffement global médian de 3.2°C en 2100. Les années les plus chaudes aujourd'hui feront partie des plus froides dans 40 ans. Le GIEC n'a cessé d'alerter au cours de ses 6 rapports d'évaluation sur l'intensification des impacts pour l'être humain : augmentation des vagues de chaleur, des sécheresses, des précipitations diluviennes, inondations et événements extrêmes, quasi-inévitable fonte totale des glaciers entraînant une augmentation progressive de 2 à 6m du niveau de la mer, précarisation de l'accès à l'eau, baisse de productivité agricole, hausse des maladies vectorielles, etc..

La globalité des enjeux menaçant les conditions d'habitabilité de la Terre replace malgré lui l'être humain et particulièrement l'humain moderne et développé dans sa condition de vivant. Inévitablement, les habitats et conditions écologiques stables permettant au vivant de prospérer s'effondrent en même temps que les nôtres. Les espèces vivantes qu'elles soient animales, végétales ou insectes disparaissent à un rythme effréné. L'index *Planète Vivante* affichait un déclin de 68% des populations de mammifères, poissons, oiseaux, reptiles et amphibiens entre 1970 et 2016 et jusqu'à 94% dans les régions subtropicales américaines (WWF, 2020, p.6). A la crise climatique se superpose une crise de la biodiversité, une extinction de masse. « Le taux mondial d'extinction d'espèces est déjà au moins plusieurs dizaines à centaines de fois supérieur au taux moyen des 10 derniers millions d'années, et le rythme s'accélère » (IPBES, 2019, p.24).

Se superposent encore à ces deux enjeux majeurs du siècle une pléthore de problèmes environnementaux relatifs aux pollutions des ressources naturelles (eau, air, sols), à la destruction d'écosystèmes forestiers, coraliens, montagneux, principalement pour l'exploitation de leurs ressources naturelles. Les conséquences sur la santé humaine et écosystémique sont là encore désastreuses. A titre d'exemple, le nombre de décès dans le monde imputable à la pollution de l'air, de l'eau et des sols, s'élèverait à 9 millions (The Lancet Planetary Health, 2022).

A la lecture des faits, sommes-nous surpris ? Pourquoi le serions-nous. Les conséquences d'un système économique capitaliste mondialisé incompatibles avec le maintien des écosystèmes et des équilibres biogéochimiques sont documentées depuis les années 1970 avec le célèbre rapport Meadows, *Halte à la croissance* (1972). Dix ans auparavant Rachel Carson alertait déjà sur l'empoisonnement des cultures, des sols, de la santé humaine et des écosystèmes par les pesticides de l'industrie chimique (Carson, 1962).

A défaut d'être surpris, Sommes-nous émus ? tristes ? en colère ? ou la normalisation de la catastrophe écologique a-t-elle eu raison des peuples et de leurs dirigeants ? La réponse diffère évidemment selon les pays et groupes sociaux. En France, la solastalgie, détresse psychologique liée aux problèmes environnementaux, fait son entrée au dictionnaire. L'institut de statistique Statista estimait dans un rapport de 2020 à 86% le nombre de français·e·s se déclarant préoccupé·e·s par le réchauffement climatique, et à 77 % se disant pessimistes quant à l'avenir de la planète.

Face à l'ampleur du chantier, même les scientifiques du GIEC appellent à un revirement systémique de nos modes de vie et d'organisation. Il s'agit de repenser nos modes d'habiter, de nous déplacer, notre consommation énergétique, notre modèle agricole, l'usage des terres, etc.. Et plus encore, de le faire dans un esprit de coopération globale qui doit se manifester par une aide à l'adaptation aux pays en développement ainsi que par un accueil des réfugiés climatiques. Dans la France du XXI^{ème} siècle, se dessinent deux trajectoires du mouvement écologiste. La première consiste à atténuer tant que possible les effets du changement climatique par l'électrification, par l'efficacité énergétique, par la géo-ingénierie, à maintenir la compétitivité économique du pays. Elle vise à décarboner sans remettre en cause le système, tant à l'origine de la dégradation de l'environnement que des injustices sociales qui y sont liées. La seconde s'incarne dans une branche radicale du mouvement écologiste. Celle-ci porte un projet de transformation en profondeur de nos modes de vies et d'organisation vers plus de sobriété, de décroissance, d'autonomie, de démocratie locale.

C'est cette branche radicale du mouvement social écologiste qui nous intéresse dans ce travail de recherche. Au XXI^{ème} siècle, elle est constituée d'une multitude de groupes autonomes devenus altermondialistes, parmi lesquels des organisations non gouvernementales du mouvement climat comme *Greenpeace* et *Les amis de la terre*, des groupes activistes tels que *Stop Pub*, *Extinction Rebellion*, des syndicalistes de la *Confédération Paysanne* ou encore des groupes anarchistes, anticapitalistes et des communautés de vie alternative (les groupes, souvent appelés également « mouvements » sont des entités composites du « mouvement » écologiste radical plus global). Il est difficile de distinguer une quelconque identité commune du mouvement parmi cette nébuleuse de groupes au-delà de temps forts de mobilisation collective comme à l'occasion des marches pour le climat depuis 2014, des forums sociaux mondiaux, des actions de désobéissance civile de masse internationales, comme l'emblématique *Ende Gelände*. Le mouvement écologiste radical a connu plusieurs périodes de buzz médiatique et de renforcement de son impact, soit par une mobilisation de masse, soit par l'intermédiaire des actions d'un des groupes. Le succès du mouvement *Attac* (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) au début des années 2000 a été de proposer une approche globale de l'économie et de la société. Les grèves scolaires initiées par Greta Thunberg en 2018-2019 et son mouvement *Fridays For Future* ont eu un franc succès médiatique et ont été reprises en France par le mouvement *Youth For Climate*. Parallèlement, *Extinction Rébellion*, mouvement de désobéissance civile, se fait connaître au moyen de nombreuses actions médiatiques visant les centres de pouvoir, les Conseils d'administration et réunions d'actionnaires de sociétés, les salons de l'agriculture, de l'automobile, etc.. Ils ont notamment été à l'origine de la célèbre action du décrochage de portraits du Président de la République dans les mairies ou encore de celle de l'aspersion des vitres protégeant des œuvres d'art célèbres (*Les tournesols* de Van Gogh et *La Joconde* de De Vinci).

Les Soulèvements de la Terre (que nous appellerons parfois simplement « les Soulèvements » pour éviter des redondances) défraient à leur tour la chronique française en 2023, particulièrement depuis la mobilisation du 25 mars à Sainte-Soline qui avait pour but de pénétrer sur le chantier d'une mégabassine¹. A cette occasion s'était rassemblé un nombre record de 30.000 personnes selon le mouvement, parmi lesquelles de nombreux collectifs aux orientations politiques et idéologiques diverses. L'événement a un écho considérable, probablement aussi du fait de l'appareil répressif d'ampleur qui a été mobilisé. Ce mouvement écologiste, aux moyens d'action qualifiés de violents par les uns et de proportionnés par les autres, divise fortement au sein de la classe politique et de la société civile, jusqu'au point où le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin a activé la procédure de sa dissolution le 28 mars, actée en Conseil des ministres le 21 juin, et qu'en réaction, un ouvrage intitulé « *On ne dissout pas un soulèvement* » a été coécrit par 40 personnalités françaises (juin 2023).

¹ Retenue d'eau en surface de grande envergure destinée, par pompage de l'eau de la nappe phréatique en hiver, à irriguer des cultures en été.

L'amplitude et la diversité apparente du mouvement, le choix de moyens d'action impactant physiquement des infrastructures industrielles polluantes, ainsi que la réaction de l'état à leur égard, ont vivement attiré mon attention. Il m'a semblé y avoir un profond intérêt à comprendre comment les Soulèvements de la Terre parviennent à fédérer et mobiliser le mouvement écologiste radical, à déranger les intérêts industriels par leurs tactiques et à étudier ce que le traitement qui lui est réservé par l'État révèle quant à son identité collective en construction. Le mouvement a désormais pris tant d'ampleur que l'émission « l'invité des matins » du 08 juin sur France Culture était intitulée « Les Soulèvements de la Terre, nouvelles têtes pensantes de l'écologie radicale ? ». De ces éléments, je formule l'hypothèse qu'ils ne sont pas qu'un groupe au sein du mouvement mais bien une entité qui catalyse et renouvelle par sa structure et ses moyens d'action le mouvement social écologiste radical dans sa globalité.

Ce travail a donc pour vocation de proposer une réflexion sur la manière dont les Soulèvements de la Terre sont en train de transformer l'identité du mouvement écologiste radical en France. Afin d'être en mesure de proposer des pistes de réflexion, il est nécessaire de répondre préalablement à une série de questions analytiques relatives à leur identité : De qui sont-ils composés ? Contre quoi luttent-ils ? Quelles sont leurs motivations ? Quels sont leurs moyens d'action ? Comment sont-ils organisés ? Quel est leur rapport à l'état ? Quelles sont leurs revendications et propositions ? Ce n'est qu'après avoir répondu à ces questions qu'il me sera possible de construire une réflexion en réponse à ma question de recherche qui peut être formulée ainsi :

Dans quelle mesure les mouvements sociaux du XXI^{ème} siècle, au travers des Soulèvements de la Terre, renouvellent-ils l'identité du mouvement écologiste radical en France ?

L'objet de la recherche est de saisir au mieux le sens que les activistes attribuent aux composantes de l'identité du mouvement, telles que sa structure d'organisation, ses moyens d'actions, sa composition ou encore ses revendications. Pour que les réponses aux questions d'analyse s'approchent au plus près des représentations que les activistes ont du mouvement auquel ils participent, j'ai adopté une démarche ethnographique d'observation participante. Je me suis plongé dans la vie du mouvement. J'ai été au contact de ses militant·e·s en suivant de près la saison 5 de la campagne d'action des Soulèvements de la Terre et en participant à leurs mobilisations. J'ai traversé la France, rencontré les collectifs, réalisé des interviews, recueilli la parole des militant·e·s partout où je la trouvais, y compris sur des plateaux radiophoniques et dans le livre *On ne dissout pas un soulèvement*, publié au moment même de mon étude de terrain.

Une première partie du travail sera consacrée à comprendre les fondements théoriques du concept de l'identité des mouvements sociaux écologistes en utilisant les outils de la sociologie des mouvements sociaux. Cette analyse conceptuelle sera fondamentale pour délimiter mon cadre théorique et situer les résultats de la recherche.

La seconde partie du travail est la plus consistante. Elle comporte dans un premier chapitre un exposé de la méthodologie d'enquête qui m'a permis de récolter les données nécessaires pour répondre aux questions d'analyses ci-dessus. Dans un second, elle retranscrit les données récoltées afin de répondre aux diverses questions d'analyse. Enfin, je propose dans un dernier chapitre des pistes de réflexions en réponse à ma question de recherche.



Figure 1 : Dessin de couverture du livre *On ne dissout pas un soulèvement* (auteur·rice inconnu·e)



Figure 2 : Photographie de l'outarde de Sainte Soline lors de la mobilisation du 25/03/23 des *Soulèvements de la Terre*

PARTIE 1 : Développements Théoriques

Chapitre 1 : Appréhender le mouvement social écologiste

Les phénomènes protestataires qui rallient un groupe de personnes partageant des caractéristiques et mues par une cause sont communément appelés mouvements. Ces appartenances renvoient à un groupe ethnique, social, genré ou à des sensibilités partagées quant à une thématique de société (Farro, 2000) (Neveu, 2015). Goodwin et Jasper (2009) en donnent la définition suivante, soutenue par des bases théoriques, qui nous servira de référence : « un mouvement social peut représenter une action collective de protestation et de revendication sociale, mais également et plus généralement toutes formes d'action collective durables et, le plus souvent, non institutionnalisées, remettant en cause l'autorité, les détenteurs de pouvoir, ou les croyances et pratiques culturelles dominantes. »

Les dimensions de l'action collective sont précisées comme un projet d'agir de manière intentionnelle et concertée en faveur d'une cause. Cet agir-ensemble se manifeste dans une logique de revendication visant à transformer le cadre social de vie en faisant appel à une intervention des pouvoirs publics. Ces revendications peuvent être de nature à transformer radicalement l'ordre institué et les pratiques sociales telles qu'un mouvement ouvrier pour la redistribution des richesses ou ne porter que sur des enjeux très localisés comme certaines communautés de riverains qui se battent contre l'installation d'une infrastructure industrielle près de chez eux susceptible de leur causer des nuisances, mouvement individualiste qualifié de *NYMBY* – not in my backyard (Neveu, 2015).

Cette définition a été obtenue après qu'un certain nombre de courants sociologiques se soient intéressés aux mouvements sociaux depuis le 20^{ème} siècle. Est-ce un phénomène normal ? rationnel ? issu du rapport de classe ? porteur d'un projet politique ? émancipateur ? Les auteurs de la sociologie des mouvements sociaux se sont historiquement référés aux analyses classiques de Max Weber, Durkheim, Marx afin d'appréhender l'étude théorique du mouvement social (Farro, 2000). Ces questionnements ont engendré plusieurs courants illustrés par des auteurs phares dont je présente succinctement ici les composantes.

1. Les courants théoriques du mouvement social

La théorie du comportement collectif constitue le premier courant qui s'attache aux motivations et conditions poussant les personnes à l'action collective. Ses principales contributions se situent au XX^{ème} siècle jusque dans les années 1970 (Cefaï, 2020). Ce courant considérait les mobilisations hors du champ « normal » des comportements sociaux. Les actions de la « foule », opposées à la rationalité et l'immobilité du « public », étaient considérées comme des manifestation irrationnelles, réactionnaires, agressives, passionnelles et volatiles de mécontentement social induit soit par une incapacité individuelle de le maîtriser (Blumer, 1946) soit par des causes structurelles (Smelser, 1962).

Dans les années 1970, le courant de mobilisation des ressources, d'abord américain, se veut opérer une rupture avec le cadre d'analyse de la théorie du comportement collectif. Refusant de traduire les mobilisations en actions insensées, les auteurs s'accordent sur leur rationalité matérielle. Elles font partie des pratiques naturelles de revendications politiques (Chazel, 2020). Un premier axe d'analyse est celui d'Obershall (1973) qui met en avant l'étude des éléments structuraux, composantes organisationnelles, des mouvements pour comprendre le succès d'une mobilisation à attirer des soutiens. McCathy et Zald (1977) quant à eux adoptent une analyse plus instrumentale des capacités matérielles comme facteur de réussite des mobilisations.

La théorie de la structure des opportunités politiques portée entre autres par Tilly (1978) et McAdam (1982) replace l'analyse des mobilisations contestataires au cœur de leur dimension politique en étudiant les interactions entre le mouvement, les structures de pouvoir, et le contexte socio-politique. Il s'agit du courant théorique le plus substantiel jusqu'à aujourd'hui dans l'analyse des mouvements sociaux et qui domine les autres depuis les années 1980 (Fillieule et Mathieu, 2020). Le courant s'emploie à étudier les caractéristiques systémiques, hors des capacités d'un mouvement, qui structurent le rapport de ses membres au contexte socio-politique et donc aussi leur assujettissement à la répression (McAdam, 1982). Suite à des critiques portant sur le structuralisme abusif du modèle des opportunités politiques ainsi que sur son omission d'intégrer dans l'analyse la manière dont les mouvements ressentent les conditions de leur mécontentement et les traduisent en actes, une modélisation phare est proposée. Elle comprend la structure des opportunités politiques, la structure des mouvements sociaux eux-mêmes, ainsi que leurs cadres d'interprétation (McAdam et al, 1996).

L'analyse de cadre devient une composante majeure de la sociologie des mouvements sociaux. Il s'agit de comprendre comment les mouvements donnent un sens à leurs actions, identités, symboles, revendications, inter relations. Les cadres, s'ils sont efficaces, résonnent parmi leur audience et font corps avec l'idéologie et l'identité (Benfort et Snow, 2000). Selon le modèle d'analyse présenté ci-dessus, ces processus de cadrage seraient un produit figé issu des structures organisationnelles d'un mouvement (McAdam, 1982). Or, cela serait omettre que la mobilisation peut précéder le processus de cadrage, voire lui être concomitant, et que les cadres se forgent parfois dans l'action, dans l'interaction entre les activistes eux-mêmes et dans leur relation avec l'Etat (Goodwin et Jasper, 1999). La répression en est un exemple privilégié dans sa manière de renforcer un cadre mobilisateur tout en modifiant l'image, l'identité, les représentations des activistes visés. Les opportunités politiques et répertoires d'action sont en perpétuelle évolution à l'aune des rapports du mouvement au contexte historique et socio-politique (Fillieule, 1997).

2. Les Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS)

Les Nouveaux Mouvements Sociaux constituent un concept naissant dans les années 1960 et quasi exclusivement européen. Il désigne les formes d'action collective diverses qui émergent dans une société post-industrielle en renouvelant la lutte ouvrière fondée sur les rapports de classe vers une transformation significative et généralisée des enjeux et logiques de mobilisation (Chabanet, 2020). Melucci identifie ces nouvelles formes de mobilisation dans le féminisme, l'écologisme, l'anti-consumérisme, les mouvements régionalistes et étudiants, ceux de la contre-culture jeune, les mouvements anti-institutionnels, les luttes ouvrières qui mettent en action les immigrés (Neveu, 2015).

Une forme de rupture portée par le concept réside dans l'apparition de nouvelles formes d'organisations et d'actions revendiquant une certaine autonomie fondée sur une identité commune du groupe et induisant une individualisation des thématiques de lutte. Ces NMS se démarquent des structures syndicales par une opposition à la centralisation, à la hiérarchie. Ce qui se traduit par des pratiques militantes plus horizontales, des formes de participation directe et un répertoire d'action plus inventif et créatif qui se situe soit dans l'opposition à l'état (sit-in, occupations, blocages) (Chabanet, 2020), soit dans la mise en place autonome d'un nouvel ordre social hors de ce que Touraine (1978) appelait « la société programmée ». Ce nouveau paradigme s'illustre par les réseaux de coopératives, de propriété partagée, de vie en commun (Bourdieu et Jarrige, 2015). Bien que la profondeur de la lutte de classe persiste et se manifeste sous de nouvelles formes, cette nouveauté des mouvements sociaux renvoie aux revendications de nouvelles identités de groupes sociaux en rupture avec des identités modelées par un capitalisme qui se veut contrôler les symboles, le traitement de l'information, les rapports de pouvoir de cette société en mutation (Neveu, 2015).

Ces NMS, dans leur quête d'autonomie, opposent au pouvoir de l'état une défiance et ne cherchent plus la conquête des institutions. Ce changement majeur de stratégie induit un déplacement des règles du jeu politique. De ce fait, ils politisent la société civile et permettent un questionnement sur des enjeux éminemment culturels (Melucci, 1980). Cette évolution est expliquée par Inglehart (1977) au travers de son analyse post-matérialiste des NMS. Sa thèse se base sur le fait qu'une fois les besoins matériels de base de la population globalement satisfaits, les revendications sociales se tourneraient vers des aspects de la société qui concernent plutôt la qualité de vie, la participation politique, l'autonomie. Il associe à ce « post-matérialisme » des revendications de valorisation des identités plurielles.

La question de savoir si les NMS représentent ou non une réelle rupture est sujette à controverse. Chaque époque renouvelle ses modalités de protestation à l'épreuve du contexte. Les mobilisations récentes, prenant par exemple la forme de convergence des luttes des courants altermondialistes, renouvellent à leur tour une volonté transformatrice de leur identité et modes d'action plus en réseau, réflexif et créatif (Chabanet, 2020). Ils puisent pourtant en partie ces composantes dans une continuité historique. On peut y voir une forme de continuité ou une forme de rupture comme exploré ci-dessus si bien que certains les qualifient de « nouveaux nouveaux mouvements sociaux » (NNMS). Face à cette appellation, Neveu (2015) répond : « Faire de la sociologie n'est ni distribuer des brevets de modernité militante ni cotiser à des complaisances narcissiques contre lesquelles n'immunisent pas les engagements les plus estimables : c'est comprendre ce qui produit le changement ». Je réalise cet état de la littérature afin de comprendre les mutations particulières de l'identité des nouveaux mouvements sociaux écologistes les plus récents.

3. Les mouvements sociaux écologistes comme objet d'étude

Nous l'avons vu, la sociologie des mouvements sociaux a historiquement considéré leur analyse soit sous l'angle des rapports de classe, soit sous celui d'une dimension de revendications identitaires de nature culturelle et individualisée. Néanmoins cette dualité théorique des NMS est réinterrogée par la *political ecology* anglo-saxonne à l'aune de leur diversité idéologique. Martinez Alier (1991) mettait déjà en perspective la convergence des luttes environnementales et socio-économiques en mettant en balance les concepts de justice environnementale et de décroissance économique.

En effet, en Europe, depuis les années 1970, les mouvements écologistes se développent largement au sein des institutions prenant la forme de partis ou d'ONG. Ils traitent de la protection de la nature, de la biodiversité, de la décarbonation de l'énergie etc. D'autres incarnations plus populaires, *grassroot* et radicales de la contestation écologiste se sont développées en parallèle et méritent ici une attention particulière (Chabanet, 2020).

La vision d'une écologie par la croissance verte, d'un développement durable néolibéral voulu par les gouvernements occidentaux, ne représente qu'une composante de la diversité idéologique du mouvement écologiste (Grisoni et Némoz, 2023). Les *grassroot movements* en Amérique du Nord portent depuis 1980 des revendications de justice environnementale à la croisée des enjeux sociaux et environnementaux. L'écologie s'insère dans la question de la propriété individuelle ou foncière, dans celle des inégalités sociales d'accès aux ressources naturelles, productives, ou encore d'inégalités en terme d'exposition aux risques de la pollution (Grisoni et Némoz, 2023). Le courant de la *social-ecology* fonde ses analyses sur les différences de responsabilité entre les groupes sociaux quant à la crise écologique (Bookchin, 1982).

Et au-delà des convergences entre les luttes de classes et écologiques, il y a lieu de confronter plus généralement les nouveaux mouvements sociaux actuels à des phénomènes de convergences plus large encore. Les forums sociaux mondiaux depuis l'an 2000 ont réuni en ce sens une diversité d'acteurs, de mobilisations et revendications de justice distributive, d'équité territoriale, de cohésion sociale, de cohérence écologique. Des acteurs associatifs, syndicaux, militants, paysan·ne·s, travailleur·euse·s ont rejoint des séminaires de remise en cause des rapports de domination de classe, de caste, de race, de genre condamnant les effets néfastes d'une mondialisation capitaliste libérale destructrice du vivant, accaparatrice des ressources et autoritaire (Mesini et Thivet, 2014). Ces forums sont une manifestation de l'internationalisation des enjeux transversaux des mouvements sociaux altermondialistes et d'une certaine convergence des luttes paysannes et autochtones, rurales et urbaines, sociales et environnementales.

En France, l'édition « Vitalité politique en rase campagne » de la revue *Mouvements* illustre cette frange Grassroot et radicale des NMS écologistes dans ce contexte de convergence des luttes par sa vitalité dans les milieux ruraux. Ces modes d'expression sont les occupations combatives d'espaces voués à être investis par des « grands projets inutiles imposés » mêlant revendications écologiques et défense d'un milieu de vie, d'un statut de travail paysan ou artisan, d'un cadre de vie. Les modalités de leur expression sociale sont la Zone à défendre (Zad), leur mode d'organisation l'autogestion, leur vision une société coopérative et solidaire.

Chapitre 2 : l'Identité collective

1. Emergence de la notion

Le concept d'identité collective a été utilisé de manière très extensive et englobe en ses interprétations diverses une complexe polysémie. Il a d'abord été investi dans la recherche comme un processus de différenciation et de légitimation d'un groupe social et à partir des années 1960-1970 il est également étudié comme un processus d'interrelations au sein du groupe et avec les acteurs extérieurs afin de mieux saisir les liens, solidarités qui se tissent au sein d'un mouvement (Voegtli, 2020).

Le concept émerge des questions de savoir comment les mouvements sociaux génèrent l'engagement de leurs membres ainsi que la cohésion nécessaire au maintien et au succès de la lutte ? Comment les acteurs s'identifient en tant que membres de ce mouvement ? Comment des individus deviennent-ils une entité collective que l'on peut singulariser, différencier ? Quels sont les éléments permettant cette différenciation ? (Flesher Fominaya, 2010).

L'identité collective devient réellement un concept important dans les années 1970 afin de comprendre comment ce sentiment d'appartenance et de cohésion menant à l'action collective se développe au sein des mouvements sociaux (Flesher Fominaya, 2010). Cette question plus profonde que la simple identification des éléments visibles et manifestes de différenciation des groupes sociaux, porte en elle la matrice d'une réflexion qui va mobiliser de nouvelles méthodes d'analyse des mouvements sociaux empruntant des outils à la social-psychologie, l'analyse émotionnelle, et culturelle (Flesher Fominaya, 2010). Elle est portée par des chercheur·euse·s rompant avec une analyse structuraliste et rationaliste de l'émergence et de la persistance des mouvements sociaux issus de la théorie de la mobilisation des ressources (McCarthy et Zald, 1973) ou de la structure des opportunités politiques (McAdam, 1996). Le développement de l'identité collective en tant que concept d'analyse est lié au développement des nouveaux mouvements sociaux dont on postule qu'ils pratiquent une politique de l'identité dans le but de créer une contre-culture opposant des valeurs post-matérialistes au modèle dominant d'organisation sociale (Voegtli, 2020).

Après avoir passé en revue l'origine du concept, nous allons nous attacher à comprendre ce qu'est l'identité collective en sociologie des mouvements sociaux. Comment le concept est-il défini et appréhendé par la littérature ? En se basant sur les travaux de Cristina Flesher Fominaya, nous nous concentrerons sur les acceptions du concept par la littérature récente.

2. Qu'est-ce que l'identité collective ?

Comme vu ci-dessus, la définition de l'identité collective n'est pas arrêtée. Elle est analysée par Polletta et Jasper (2001) comme le lien cognitif, moral et émotionnel entre l'individu et le groupe. Tandis que sa genèse est généralement située dans les interactions entre les membres (Snow, 2001). Taylor et Whittier (1992) la caractérisent ainsi comme « la définition partagée d'un groupe qui émane des intérêts communs de ses membres, de leurs expériences communes et solidarités » (p105). Cette définition s'appuie sur le travail de Melucci (1995) qui a développé le cadre d'interprétation théorique de l'identité collective le plus conséquent en sociologie des nouveaux mouvements sociaux.

Melucci (1995) pose la question du « nous » sous un angle processuel. Il considère l'identité, « l'unité du mouvement comme le résultat d'un processus de construction que l'analyse vise à expliquer » et non comme une évidence. Il cherche ainsi à dépasser les analyses poreuses du sens de l'action collective par des représentations figées préfigurant le mouvement social. Il interprète l'identité collective comme un processus dynamique constitutif d'un mouvement social au travers duquel les membres discutent, ressentent, préparent et construisent leur action au travers d'interactions répétées (Flesher Fominaya, 2010). Trois dimensions de l'identité collective sont développées : les représentations communes des buts de l'action, des moyens (organisationnels, stratégiques, tactiques) pour y arriver, des rapports avec l'environnement tant externe qu'interne (Melucci, 1995). Les rapports à l'environnement externe sont appréhendés d'un côté comme les frontières symboliques de différenciation des espaces sociaux particuliers constitués par le mouvement et les représentations qu'en ont les acteurs externes dont les opposants ; de l'autre côté comme un ensemble de pratiques à des fins plus ou moins stratégiques utilisées par le mouvement pour construire un contre-modèle de vie et d'organisation sociale (Taylor&Whittier 1992). Les rapports à l'environnement interne sont eux appréhendés de manière classique comme les motivations menant à l'engagement et le sens que les membres attribuent à cet engagement (Voegtli, 2020).

Pour Melucci, l'identité collective revoie ainsi à un réseau en permanente restructuration au gré des interactions de ses membres entre eux et avec les autres. Ce réseau est lié par des représentations communes d'un problème à combattre, d'une manière de le faire et d'un environnement privilégié qui les singularise et caractérise leur rapport à des acteurs externes tels que l'état ou d'autres groupes de la société civile. Ces représentations prennent vie à travers un ensemble de pratiques culturelles telles qu'un langage commun, des rituels, pratiques et symboles (Flesher Fominaya, 2010). La théorie emblématique de l'identité collective de Melucci a servi de base aux développements et discussions théoriques sur celle-ci et ses composantes. Cela aura permis d'ouvrir de nouveaux champs de recherche.

3. Les composantes de l'identité collective : précisions conceptuelles

3.1 L'identité collective comme processus ou état de fait ?

Melucci, comme vu précédemment, développe une vision processuelle de l'identité collective. Cette vision a été débattue par certains chercheurs parmi lesquels Snow (2001) invoque qu'il n'y aurait pas de meilleure conception de l'identité collective comme « processus » ou comme « produit » pour en saisir le contenu et la fonction. Le concept de « produit » se déleste de la dimension relationnelle de l'identité collective pour en faire l'objet social décrit par ses manifestations visibles par tous et toutes qu'ils soit membre du mouvement, adversaire, part du public (Snow, 2001). Cela renvoie à une perception du mouvement comme un état de fait manifesté par les attributs, objectifs et intérêts communs à ses membres lors de manifestations visibles (Flesher Fominaya, 2010). Une discussion théorique découlant de cette différence d'appréhension est celle de savoir si l'identité collective est produite par la mobilisation ou si elle la précède (Poletta&Jasper, 2001).

Une distinction est à faire entre les interactions quotidiennes (les réunions, prises de décision, préparations d'actions) et les actions visibles lors desquelles se manifeste tout le travail fait au quotidien par le groupe (Melucci, 1995). Alors que Melucci met l'accent sur la construction de l'identité dans les relations du quotidien, Snow préfère l'étude des actions destinées au public. Nous rejoignons la position médiane de Flesher Fominaya (2010) selon laquelle l'identité collective est le produit d'une interaction entre les formes de solidarités créées au quotidien et les moments d'effervescence lors des mobilisations. Selon elle, les deux types d'activités procurent au mouvement des lieux au sein desquels les activistes peuvent tisser des liens de solidarité, d'engagement, préciser leurs convictions, et donc renforcer l'identité du mouvement. Sa position est appuyée par une littérature sur les effets bien documentés des mobilisations sur l'identité collective, particulièrement

saisissants lorsque les mouvements font l'expérience de la répression comme le montre Fillieule et al (2019) pour le mouvement des gilets jaunes.

Puisque l'identité collective ne précède pas forcément la mobilisation, le processus de cadrage est essentiel (Poletta & Jasper, 2001). Il va permettre de se reconnaître au travers de pratiques organisationnelles et culturelles, au travers de représentations communes, ainsi qu'au travers du choix de stratégies et tactiques.

3.2 Moyens d'action

Les tactiques sont la manifestation visible d'une mobilisation. Elles peuvent prendre la forme de marches, grèves, désobéissance civile, messages, blocages, montages artistiques, flyers etc. Les raisons d'être des tactiques employées sont multiples : produire un impact politique, obtenir une réaction des structures de pouvoir, attirer l'attention sur une cause, exprimer une identité collective etc. (Larson, 2013). Les tactiques sont comprises par l'auteur comme les formes visibles d'action collective employées par un mouvement alors que la stratégie est une entreprise sous-jacente de réflexion sur le sens et la manière de déployer les tactiques.

Le concept n'a pas échappé aux courants rationalistes du 20^{ème} siècle qui considèrent que les activistes adoptent des choix tactiques à partir d'un calcul de coûts/bénéfices afin de maximiser l'efficacité dans un contexte de ressources limitées et de contraintes structurelles (McCarthy & Zald, 1977). Le tournant culturel des années 1980 en sociologie des mouvements sociaux marque un intérêt pour les concepts analytiques du cadrage (Snow and Benford, 1988), de l'identité collective (Poletta & Jasper, 2001) des émotions (Goodwin & Jasper & Polletta, 2004). Ce renouvellement du corpus théorique a approfondi et diversifié les approches des tactiques (Larson, 2013).

Une remise en question a été celle de l'interprétation stricte des concepts de coûts et bénéfices, d'efficacité, de contraintes structurelles. Ces concepts se sont chargés progressivement d'une dimension subjective appartenant aux activistes. Des recherches sur des tactiques perçues comme violentes et donc plus coûteuses, suscitant des arrestations, procès, violences en retour, allant parfois jusqu'à la mort, ont pu apparaître comme des bénéfices pour certains groupes et sous certaines conditions afin de mobiliser, polariser, toucher le public ou le monde politique (Larson, 2013).

Une posture neuve des tactiques à l'aune du tournant culturel dans l'étude des NMS a également été celle de leur conférer un rôle non seulement en termes d'efficacité et de résultats mais aussi un rôle d'outil de communication de messages et d'expression d'une identité collective (Tilly, 2004). Ceci les contraint par ailleurs à opérer dans un champ des possibles au sein duquel elles pourront résonner et faire sens parmi leur audience (Tilly, 2004). Cette dimension communicationnelle et expressive des tactiques est une composante majeure du renouveau de l'étude de l'identité collective. Lorsqu'une forme de tactique est assimilée à l'expression de l'identité d'un groupe ou mouvement, elle peut revêtir un sens symbolique qui peut outrepasser la préoccupation de l'efficacité (Jasper, 1997). Poletta & Jasper (2001) rejettent une conception duale des tactiques soit comme outils pour réaliser efficacement un objectif, soit comme outil pour exprimer une identité et un message. Ils montrent que les deux interprétations sont liées de telle façon que les revendications identitaires peuvent être approchées comme une stratégie de protestation, de même que les objectifs et tactiques des mobilisations sont souvent modelées par une identité collective éminemment culturelle, elle-même pré-associée à des stratégies, moyens d'action, forme d'organisation et de prise de décision particulières.

3.3 Boundaries (Frontières symboliques)

Le travail de cadrage des frontières symboliques à travers les interrelations au sein d'un groupe singularise les représentations morales, idéologiques, émotionnelles de ce groupe par rapport aux autres acteurs de la société et suscite alors le sentiment d'appartenance et l'engagement (Taylor & Whittier, 1992). Les frontières symboliques sont édifiées entre les membres du mouvement et les autres par des pratiques culturelles et des représentations communes d'un côté, et entre les membres du groupe et l'opposant de l'autre par des stratégies

pour réaliser l'objectif de l'action collective (Hunt and Benford, 2004). L'édification de ces frontières a également lieu entre le groupe et les autres groupes rivaux au sein du mouvement plus global (ex : différentes organisations environnementales), ainsi qu'au sein même du groupe concerné par exemple entre des éléments plus radicaux et plus réformistes (Gamson, 1997).

Le travail de Gamson (1977) sur des mécanismes de renforcement d'identité au sein du mouvement LGBT américain, qui ont amené à des exclusions de certains membres, conclue qu'au sein des mouvements sociaux, et particulièrement ceux aux revendications identitaires, il est logique et stratégique d'avoir recours à des mécanismes d'exclusion forts car une identité collective claire permet au mouvement de procurer à ses membres une plus grande force de revendication et de valorisation. Saunders (2008) met en évidence le manque de cohésion dans plusieurs mouvements écologistes anglais aux traditions radicales, conservatrices, réformistes. L'article en déduit que l'identité collective créée au niveau du groupe est incompatible avec une identité collective au niveau supérieur du mouvement lorsque les organisations composites du mouvement témoignent de différences de vision fondamentales. Son argument principal est que cette identité collective développée par Melucci ne peut prendre place qu'à l'échelle du groupe.

Flesher Fominaya (2010) rétorque que certains mouvements dont le Global Justice Movement (GJM) définissent pourtant leur identité collective au travers de sa diversité, hétérogénéité, et inclusivité. Des mouvements autonomes qui composent le GJM, telle que la mouvance écologiste radicale, rejettent la pureté idéologique et poussent à une convergence des multiples identités à lutter ensemble. L'identité collective anticapitaliste est quant à elle définie par la négative. Cela n'empêche pas les activistes de se sentir part d'un mouvement global bien qu'ils puissent rejeter ou embrasser les frontières idéologiques d'un groupe précis au sein de ce réseau. Qui plus est, la superposition de plusieurs engagements dans différents groupes est un élément fréquent au sein des réseaux activistes. Avec d'autres travaux à l'appui, Flesher Fominaya avance que l'identité collective d'un mouvement peut exister malgré une forte composante identitaire à l'échelle des groupes qui le composent, et que des groupes aux visions diverses au sein d'un même mouvement entrent souvent en coalition. Elle ajoute que même lorsqu'un groupe est dissout, l'identité collective qui réside dans le mouvement peut se maintenir et renouveler des vagues successives de mobilisation.

3.4 Contre-culture

Selon certains auteurs, la création d'une identité collective dans les mouvements sociaux est forcément en opposition aux pratiques culturelles dominantes (Taylor and Whittier, 1992). Ainsi, les formes d'organisation du mouvement comme l'horizontalité du leadership, l'inclusivité pratiquée, la vie communautaire, l'économie du partage, expriment des alternatives de mode de vie et d'organisation sociale. Évidemment, cette contre-culture est appréhendée par les cadres et fonctionne également comme une frontière symbolique permettant de singulariser le mouvement (Flesher Fominaya, 2010). Les processus de cadrage sont donc une activité courante des mouvements sociaux pour définir et renouveler leur identité collective. Parfois, cependant, des facteurs extérieurs sont à l'œuvre et participent à la modeler.

3.5 Contexte politique, contrecoup et contrôle social

Le déploiement d'identités collectives en rupture avec l'organisation sociale dominante génère souvent un contrecoup, une contre-offensive des organisations opposante, qu'il s'agisse de l'état, d'une industrie, d'un groupe social. Ce contrecoup génère bien souvent des tentatives de la part de cette organisation de rétablir leur position de pouvoir en instaurant de nouvelles formes de contrôle social (Hunt & Benford, 2004). La réponse peut bien sûr être la répression, mais d'autres formes de contrecoups peuvent survenir. Par exemple, une série de victoires du mouvement pour le droit des animaux a mené l'industrie pharmaceutique à réaliser des campagnes mettant en avant une image d'elle en posture de sauveuse des plus faibles par la recherche de traitements aux maladies (Poletta & Jasper, 2001). Cette forme de contrecoup est fort répandue et a été observée

en réaction du mouvement pour la paix, du mouvement féministe etc, (Hund & Benford, 2004). L'identité collective, son déploiement, sa reformulation est capable d'impacter le jeu politique institutionnel.

3.6 Influence du mouvement sur l'identité sociale individuelle

Hors du cadre analytique développé par Melucci qui ne s'intéresse pas à la relation entre les identités sociales individuelles et l'identité collective, on peut tenter d'appréhender les effets de l'appartenance au mouvement social sur la redéfinition de l'identité sociale d'un membre ou d'un groupe à travers l'étude des carrières militantes (Voegtli, 2020). Ce cadre d'analyse permet d'étudier les processus par lesquels les interrelations directes (tractage, conférence) ou diffuses (communication non violente, inclusive etc) peuvent être considérés comme des agents de socialisation à la culture du groupe (Tilly, 2004).

4. Limites du cadre théorique

Le cadre théorique développé dans ce travail de mémoire se limite à l'analyse des nouveaux mouvements sociaux écologistes au moyen du concept d'identité collective. J'ai relevé les principaux courants théoriques récents permettant d'aborder la notion et ses composantes en sociologie des mouvements sociaux. D'autres approches telles que l'identité réactive (Lobbedez & Lisa Buchter 2023), les analyses fondées sur le corps, sur l'intersectionnalité (Luna, Jesudason, Kim, 2020) ou sur les émotions (Goodwin, J., Jasper, J. M., & Polletta, F., 2004) mériteraient elles-aussi de plus amples investigations.

PARTIE 2 : Etude de terrain

Ce chapitre a pour objectif d'explicitier et de justifier la démarche méthodologique entreprise pour étudier dans quelle mesure les pratiques des nouveaux mouvements sociaux permettent de renouveler en ce moment même l'identité de la lutte environnementale en France. Suite à l'exposé du déroulé de l'enquête de terrain que j'ai menée au sein des Soulèvements de la Terre, je présenterai quelques réflexions quant à la position du chercheur au sein des mouvements activistes particulièrement dans le contexte socio-politique actuel. J'aborderai enfin les choix qui ont été faits quant aux méthodologies d'enquête et d'analyse.

Chapitre 1 : Délimitation du terrain

Pour être au plus près de l'actualité, l'enquête de terrain a été menée sur la saison 5 du calendrier d'action des Soulèvements de la Terre qui s'étend de mars à juin 2023 et comporte cinq actions dont voici la description sommaire.

- Pas une bassine de plus à Sainte Soline (25-26 mars)

Il s'agit de la 5^{ème} action organisée en un an et demi par les Soulèvements de la Terre, le collectif *Bassines Non-Merci*, la *Confédération Paysanne* et autres afin de protester contre le modèle de gestion de l'eau induit par les mégabassines dans la région des deux sèvres et ailleurs. Cette action a réuni 30.000 personnes selon les organisateurs et avait pour but de pénétrer illégalement dans la bassine en chantier.

- *Sortie de route pour l'A69 entre Castres et Toulouse* (22-23 avril)

Il s'agit d'une action organisée par les Soulèvements de la Terre et le collectif *La Voie est Libre* (LVEL) pour protester contre un projet d'autoroute payante vieux de 40 ans entre Castres et Toulouse qui borderait la nationale existante et artificialiserait 400 ha de terres agricoles, zones humides, forêts, pour un gain de temps estimé à 15 minutes. L'action avait pour but de parcourir le tracé de l'autoroute avec divers événements sur la route (manifestations, discussions, concerts, repas).

- *Des bâtons dans les routes vers Rouen* (06-08 mai)

Cette action des Soulèvements de la Terre et du collectif *Non à l'A133-A134* s'opposait au projet vieux de 50 ans de créer un contournement autoroutier de Rouen à 8 viaducs et 9 échangeurs totalisant une surface de 516ha. Elle avait pour but d'investir la forêt, de l'armer contre les tronçonneuses aux moyens du cloutage des arbres, du détournement des marquages de coupe de l'Organisation Nationale des Forêts (ONF), d'y construire une aire de jeux pour enfants, de bloquer l'autoroute.

- *Le convoi du sable à St-Colomban* (10-11 juin)

Les Soulèvements de la Terre et le collectif *La Tête Dans le Sable* (LTDLS) ont initié ce convoi contre l'industrie du Bâtiment et Travaux Publics (BTP), les carrières de sable des entreprises Lafarge, GSM et contre les méthodes intensives de maraîchage industriel de production de mâche et de muguet en Loire Atlantique, utilisant notamment ce sable pour couvrir leur sol. La manifestation a pris la forme d'un convoi festif et instructif retraçant le trajet d'un grain de sable et d'une cagette de mâche avec une action d'arrachage de ces cultures.

- *Arrêt du chantier du Lyon-Turin en Maurienne* (17 juin)

Il s'agit d'une action organisée par les Soulèvements de la Terre et le collectif italien *No TAV* qui lutte depuis 30 ans contre un projet de chantier ferroviaire de TGV entre Lyon et Turin octroyé à l'entreprise Telt. Celui-ci implique le forage de 260 km de tunnels à travers les massifs alpins, l'artificialisation de 1500 ha de terres agricoles, une mise en danger des sources et nappes phréatiques et de la biodiversité de la montagne. Ce projet est contesté car il existe déjà une ligne de chemin de fer utilisée à hauteur de 20% seulement, et la nouvelle ligne prévoit un bénéfice temporel estimé à 1h25.

Pour réaliser mon étude de terrain, je me suis rendu à l'action des *bâtons dans les routes* ainsi qu'à celle pour *l'arrêt du chantier Lyon-Turin*. S'agissant des autres actions, je me suis rendu sur les lieux à posteriori et me suis entretenu avec des membres des collectifs LVEL et LTDLS. N'ayant pas eu de réponse du collectif *Bassines Non Merci*, je n'ai pu m'entretenir avec eux. Néanmoins, la manifestation de Sainte Soline a fait couler beaucoup d'encre et j'ai réuni une documentation suffisamment étoffée sur celle-ci en m'entretenant de manière informelle avec des militant·e·s ainsi qu'en consultant le livre *On ne dissout pas un soulèvement* (2023) et des médias et radiophoniques. J'ai également trouvé judicieux de me rendre à la Zad de Notre Dame des Landes car les Soulèvements de la Terre se sont constitués à l'initiative d'habitants de cette Zad. Je me suis rendu à Nantes aux rassemblements du 28 juin en soutien aux militant·e·s mis en garde à vue qui devront se justifier en procès, ainsi qu'au rassemblement contre la dissolution du mouvement.

Vous pouvez observer ici une carte relatant mon parcours pour plus de clarté.

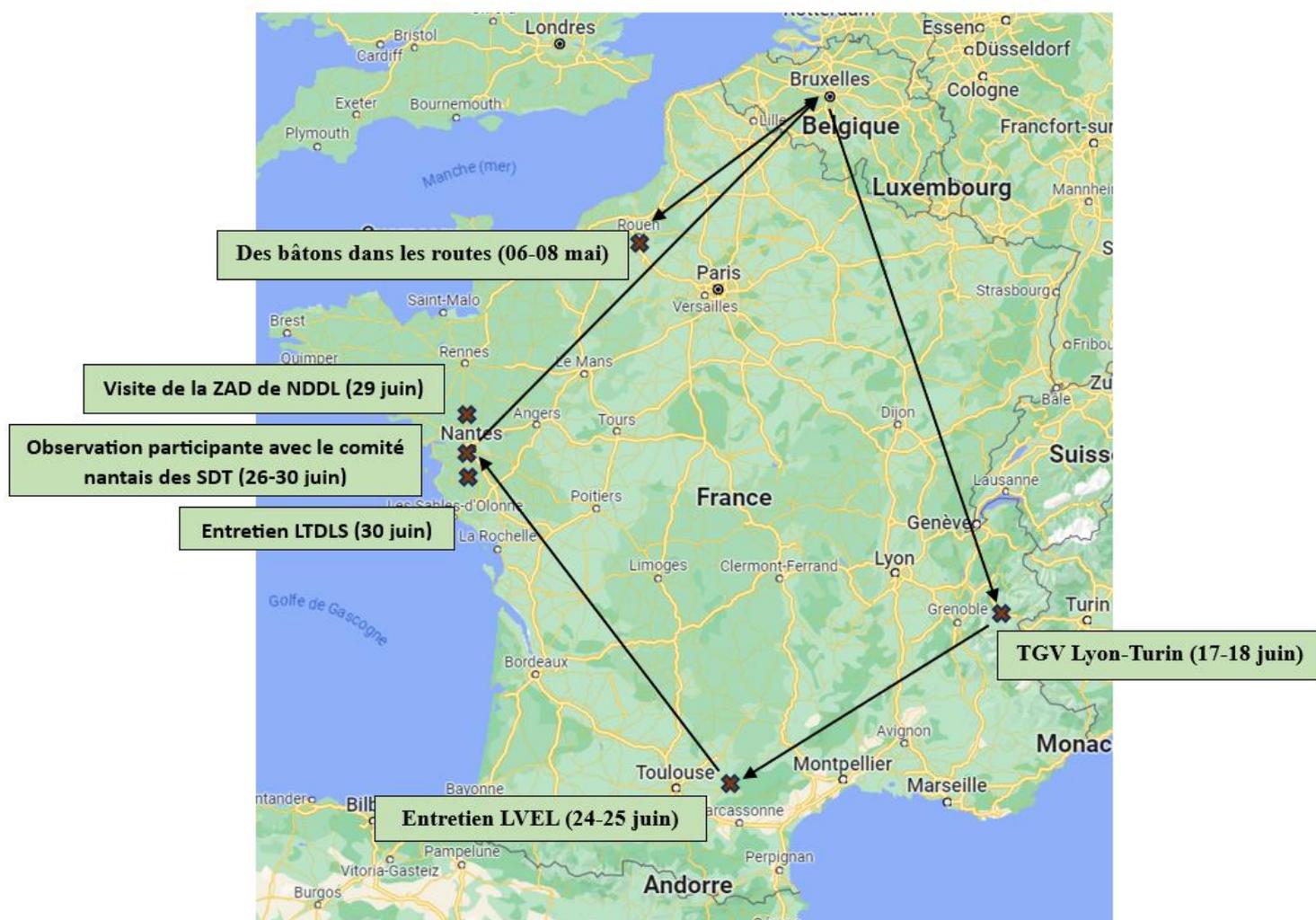


Figure 3 : Carte du terrain d'observation participante

Chapitre 2 : La position du chercheur

L'ethnographie des mobilisations collectives confronte le chercheur à la question de la place qu'il peut occuper dans le mouvement en question. Christophe Broqua (2020) développe l'idée selon laquelle cette position est déterminée par des caractéristiques personnelles mais également par le degré de familiarité avec le terrain investi, le degré de publicisation de son statut et le degré d'engagement au sein de la mobilisation.

En l'état, le terrain du milieu activiste m'était familier grâce à mes expériences associatives notamment chez Greenpeace et Extinction Rebellion. J'ai assisté aux réunions du comité local des Soulèvements de Bruxelles depuis sa création fin avril. Je n'ai pas cherché à cacher mon statut parallèle de chercheur. Le fait que j'utilise les données non sensibles de mes observations telles que la manière dont s'organise les camps, la stratégie d'action, les motivations des activistes ou encore leurs perceptions du mouvement a été bien accueilli. Il était néanmoins impossible d'avertir toutes les personnes que j'ai croisées de mon double statut. Mon intégration relativement aisée est passé à mon sens par mon fort degré d'engagement au sein de la mobilisation.

Néanmoins, la place occupée par le chercheur est coconstruite par le groupe. Les attentes du chercheur se réajustent, elles sont recomposées par la structure du mouvement et la réaction des membres (Broqua, 2009). Dans les mouvements militants, le statut d'observateur est souvent source de tensions dues au rapport des personnes à la surveillance et à l'utilisation malveillante des données qu'elles redoutent. Ce rapport au chercheur a été vécu de manière très contrastée. Lors de rencontres avec les collectifs locaux en lutte, le rapport était décontracté, ce qui n'a pas été le cas lors d'actions ou de rassemblements de militant·e·s. Là, j'ai ressenti une forte division sur ces questions, parfois des regards désapprouvateurs et des discours accusateurs. Qui plus est, le contexte politique de répression, de violences policières, de mise en garde à vue de nombreux·se·s activistes, d'annonces de procès successifs, de dissolution et de criminalisation du mouvement a joué un rôle de pressurisation sur le mouvement. Il a dès lors occasionné une réaction de repli vers une certaine confidentialité et un manque de confiance par rapport à ma présence. Comme nous le verrons, ces ressentis m'ont amené à repenser un pan de la méthodologie de mon enquête.

Chapitre 3 : Méthodologies d'enquête

Les méthodes choisies pour répondre à la question de recherche sont résolument qualitatives. A contrario de méthodologies quantitatives, elles permettent de mieux saisir la complexité des dynamiques internes à un mouvement par l'analyse des processus sociaux soutenant la construction de sens derrière les actions, choix tactiques, expériences vécues, pratiques culturelles dudit mouvement (Atkinson, 2017). Le pluralisme méthodologique a été privilégié sur une méthode unique d'enquête. Ainsi, j'ai pu mobiliser la méthode d'observation ethnographique participante combinée à des entretiens informels, deux entretiens semi-directifs, et une étude documentaire.

1. Observation ethnographique participante

Une partie significative des données a été produite par le recueil de notes en participant directement aux activités du mouvement. L'ethnographie permet non seulement d'étudier mais de s'immerger dans la culture, les relations, et pratiques d'une communauté. Elle permet d'en appréhender les dimensions qui ne peuvent pas l'être autrement qu'en les vivant soi-même, comme les significations implicites des pratiques militantes (Broqua, 2020).

L'observation participante est relevée dans la littérature sur l'étude des mobilisations et mouvements sociaux comme une méthode à privilégier. Les activistes s'engagent au quotidien à travers leurs pratiques dans la construction de sens et d'un monde en dehors des structures de pouvoir dominantes de la société. L'observation participante permet au chercheur de prendre part à cette construction d'une réalité alternative et donc de saisir au plus près le sens donné aux éléments qui la composent. Ces éléments font bien souvent partie intégrante de l'identité des militant·e·s et n'apparaissent pas dans les données issues d'interviews (Lichterman, 1998).

Cette méthode se révèle ainsi adaptée à la compréhension profonde du sens donné à l'engagement, aux tactiques de mobilisation, aux liens tissés au sein du réseau, aux structures organisationnelles, à la forme de leadership, à toutes ces composantes de l'identité d'un mouvement. Etant donné que ma recherche vise à étudier les mutations de l'identité d'un mouvement social luttant pour l'écologie radicale en France, et donc pour un autre paradigme de société, au travers des actions des Soulèvements et du sens qui leur est donné par les activistes, l'observation participante m'a semblé être particulièrement adaptée au contexte de ma recherche.

Mon observation a été guidée par les questions analytiques établis préalablement (Cf. Introduction). Identiques également pour les autres formes de récolte de données, elles sont issues des apports de l'état de la littérature sur les composantes de l'identité collective (Cf. Partie 1 Chapitre 2).

2. Entretiens semi-directifs

Pour approfondir l'analyse de certaines expériences vécues tant au niveau des militant·e·s que des collectifs en lutte avec les Soulèvements, il m'a semblé nécessaires de réaliser des entretiens. Partant d'une grille d'entretien sur les thématiques constitutives de l'identité collective (Cf. Annexes), tout en ayant le souci de mener des échanges en laissant les expériences personnelles s'exprimer et amener dans la discussion de nouveaux éléments, le mode d'entretien semi-directif s'est imposé (Brinkmann, 2014).

Il était prévu au début de l'enquête de réaliser au moins quatre entretiens semi-directifs avec des collectifs en lutte et des activistes. Néanmoins la méfiance envers l'observateur et le chercheur dans un milieu activiste réprimé par le pouvoir est rapidement attisée. A l'épreuve du contexte des événements au sein desquels j'ai été plongé et des difficultés liées à la position du chercheur, lorsque le contexte me semblait inapproprié, j'ai décidé de mener des entretiens plus informels et plus courts avec une prise de note par mots clefs.

J'ai donc réalisé deux entretiens semi-directifs. Le premier avec Sylvain et Bertille, deux membres du conseil d'administration du collectif LTDLS. Le second avec Vero, une militante nantaise des Soulèvements de 53 ans et mère de famille. Parallèlement, j'ai réalisé six entretiens informels d'approximativement dix minutes avec Laurent membre du CA de LVEL, Bellule militante autonome de 21 ans, Benjamin paysan valenciennois syndiqué à la Confédération Paysanne, Michel habitant de la Zad de Notre Dame Des Landes (NDDL), Clément paysan maraîcher de la ferme de Rublé à St Colomban et militant de LTDLS, Guillaume paysan boulanger de la ferme de Rublé et militant de LTDLS.

3. Etude documentaire

3.1 Plateaux radiophoniques

Afin de compléter ces données avec celles récoltées auprès d'intervenants détenteurs d'une expertise particulière et venant d'un plus large spectre de la société civile, j'ai également incorporé dans mon travail d'analyse les 4 interviews ci-dessous issues de plateaux radiophoniques, majoritairement du service public.

- Médiapart, Manifester est-il devenu un crime ? (06/06/23)

Avec Benoît Feuillu, militant des Soulèvements de la Terre, Marcelle, militante des Soulèvements de la Terre ; Malcolm Ferdinand, chercheur au CNRS, auteur de *Une écologie décoloniale* (Le Seuil) ; Anne Morwenn-Pastier, chercheuse en sciences de la Terre.

- France inter, la Terre au carré, Les Soulèvements de la Terre (08/06/23)

Avec Florian Lemerle, porte-parole des Soulèvements de la Terre ; Lena Lazare, militante écologiste engagée au sein des Soulèvements de la terre ; François Jarrige, historien maître de conférence à l'Université de bourgogne.

- France culture, l'invité des matins, Les Soulèvements de la Terre, nouvelles têtes pensantes de l'écologie radicale ? » (08/06/23)

Avec Léna Lazare Membre du mouvement *Youth for Climate* en France ; Lucile Schmid Essayiste, femme politique ; Jean-Baptiste Fressoz Historien des sciences, des techniques et de l'environnement.

- France inter, la Terre au carré, Dissolution des Soulèvements de la Terre : quelles conséquences pour l'activisme écologique ? (30/06/23)

Avec Raphaël Kempf, avocat au barreau de Paris ; Laurie-Anne Cholez, journaliste pour Reporterre, le quotidien de l'écologie ; Thomas Legrand, journaliste politique ; Yamina Saheb, ingénieure et docteure en énergétique, enseignante à Sciences Po Paris ; Cyril Dion, auteur, réalisateur, poète, militant écologiste ; Claire Nouvian, militante écologiste, fondatrice de l'association *Bloom* ; Johann Chapoutot, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne - Paris IV ; Cécile Duflot, Directrice générale d'Oxfam France ; François Hollande, ancien Président de la République.

3.2 Livre

Un ouvrage des Soulèvements intitulé *On ne dissout pas un soulèvement* est paru aux éditions du seuil en juin 2023 au beau milieu de mon terrain d'enquête. Il s'agit d'un abécédaire de 40 textes rédigés par des intellectuels, chercheurs, scientifiques, personnalités publiques, collectifs investis dans le mouvement. Il a pour but de manifester leur soutien aux Soulèvements tout en relevant pour chaque texte un aspect de ce que ce mouvement porte. Afin que mes résultats de recherche ne s'apparentent pas à un doublon de ce livre, il me paraissait naturel d'inscrire également ces données dans mon analyse tant ce livre contient l'essence de l'identité du mouvement. J'ai donc utilisé massivement le livre pour illustrer par des citations les données récoltées lors de l'observation participante.

J'adopte le point de vue d'une ethnométhodologie de l'analyse documentaire développée par Harold Garfinkel (1967) comme cité dans (Atkinson, 2017) en considérant ce matériau comme situé dans l'espace géographique, temporel, socio-politique dans lequel il a été écrit. Il s'agit notamment de considérer les différents auteurs, leur statut socio-professionnel et les motivations qui sous-tendent leur participation.

Chapitre 4 : Méthodologie d'analyse

Ces données ont été analysées selon une méthode de cadrage thématique. Originnaire de la psychologie, elle a trouvé sa place en sociologie (Braun & Clarke, 2006). Elle permet de « cadrer » les composantes de l'action collective qu'il s'agisse du problème, de l'injustice contre laquelle le mouvement proteste, d'une situation qui oriente stratégiquement leur action, de la composition du mouvement etc. Elle présente l'avantage de s'adapter à une grande diversité d'approches ethnographiques et m'a donc paru toute désignée afin de traiter les données hétérogènes récoltées à partir d'un tel pluralisme méthodologique.

Cette méthode d'analyse a mobilisé d'abord la création d'une série de thèmes, puis l'attribution de codes aux données au moyen du logiciel d'analyse qualitative Nvivo afin de préciser les éléments au sein des thèmes. Suivant l'approche de Boyatis (1998), les thèmes ont été développés de manière déductive préalablement aux codes sur base des éléments constitutifs de l'identité collective dans la littérature. Le codage des données a ensuite été effectué de manière inductive afin de classer les codes parmi les thèmes et ainsi confronter la littérature au terrain. Nous pouvons donc qualifier l'approche d'abductive tant elle a donné lieu à des reconfigurations itératives dans le but de faire apparaître les liens et le narratif global qui relie les codes entre eux, aux thèmes et les thèmes entre eux. Les thèmes racontent des histoires et l'objet de l'analyse est de reconstituer le narratif global constitué par les données. Au cours du processus de codage, plusieurs codes se sont précisés au sein de chaque thème, des liens parfois propices à modifier la structure/le statut des thèmes sont également apparus pour créer un narratif.

Les thèmes qui ont résulté de la codification permettent de donner des réponses aux différentes questions d'analyse (Cf. Introduction). Réponses qui seront nécessaires à l'établissement de pistes de réflexion en réponse à la question de recherche. Les thèmes obtenus sont les suivants : la composition du mouvement, ses enjeux de lutte, les motivations des militant·e·s à s'engager, leurs moyens d'action, la forme du mouvement, la répression qu'il subit, la contre-culture qu'il crée. J'ai fait le choix de présenter les résultats de l'analyse via une carte conceptuelle *infra*, illustration finale du narratif global de l'identité collective du mouvement.

Chapitre 5 : Limites de la méthode

Une limite importante que nous pouvons soulever provient de l'asymétrie entre la diversité de sources des données et l'unicité du traitement de celles-ci par l'analyse thématique. En effet, les données récoltées à partir d'un carnet d'observation, de discussions informelles, d'entretiens semi directifs et de médias sont d'une nature différente et il serait intéressant, lors d'un travail plus conséquent, de faire ressortir ces particularités au travers de méthodes d'analyse spécifiques.

L'influence du lieu de récolte des données a elle aussi été négligé pour des considérations pratiques. Le mouvement des soulèvements de la terre étant à la fois actif au niveau national et ancré à des territoires, les représentations de son identité collective subissent forcément des variations selon le territoire dans lequel le mouvement agit. Par exemple, le territoire de Loire Atlantique, est un terreau fertile de l'activisme. La tension du contexte, la contestation, les émotions et antagonismes y ont été plus fortement ressentis.

S'appuyant sur le travail de Melucci (1995) considérant l'identité collective comme définie au gré des interactions de ses membres entre eux et avec les autres (Cf. Partie 1, Chapitre 2.2), ma recherche vise à retranscrire l'identité collective des Soulèvements de la Terre au travers des mots de ses membres et sympathisants. Une dimension importante de l'identité d'un mouvement réside aussi dans ses rapports avec les « autres ». Le rapport du mouvement à l'état est couvert par l'étude du contexte politique. Reste-t-il que les représentations que les divers groupes socio-économiques et socio-politiques de la société civile se font des Soulèvements n'ont pas été étudiées. Par conséquent, la réalisation d'une enquête publique sur le sujet pourrait très bien compléter ce travail.

Le contexte politique de ma recherche est celui du présent. Or, il est généralement plus difficile d'étudier un contexte au présent car l'analyse peut manquer de recul. Néanmoins il est particulièrement intéressant d'étudier l'identité collective de ce mouvement précisément lorsqu'elle connaît une mutation importante.

Enfin, si la méthodologie dans ce travail de recherche suit une rigueur scientifique, l'expérience ethnographique elle, a laissé place à des expériences personnelles et des émotions marquantes. Le terrain d'observation impacte le chercheur, et à travers mes notes d'observation transparaissent parfois certaines de ces émotions.

Chapitre 6 : Résultats de l'analyse

Ce chapitre a pour vocation de retranscrire le narratif global que l'analyse thématique a fait ressortir des données récoltées lors de l'enquête en répondant aux différentes questions analytiques relatives à l'identité collective.

1. Composition

De qui les Soulèvements de la Terre sont-ils composés ? Les données répertoriées sous le thème « composition » sont vouées à répondre à cette question. Elles révèlent que les Soulèvements de la Terre sont une dynamique portée par trois composantes principales : des organisations du mouvement climat, des paysan·ne·s et syndicalistes de la *Confédération Paysanne*, ainsi que des militant·e·s autonomes. Comme les Soulèvements appuient des collectifs locaux en lutte, il est important de considérer ces derniers également comme une composante essentielle. Le mouvement est né à l'initiative de zadistes après la victoire de Notre Dame Des Landes (NDDL). De mon entretien avec Michel, habitant de la Zad, il transparaît que sans leur expérience de lutte, leur puissance matérielle, logistique, organisationnelle, les Soulèvements n'auraient probablement pas vu le jour sous cette forme.

La composante paysanne apparaît également essentielle dans l'appréhension du mouvement. Il est originaire du monde rural. La *Confédération paysanne* souligne qu'elle mène ce combat au quotidien dans son métier, que participer à des mobilisations pour la préservation de la terre, de l'eau, des communs, aux côtés des Soulèvements est naturel. De cet objectif commun, il a fallu composer avec des identités et formes d'action plurielles. Mais cette addition des forces, cette alliance, a su porter les luttes en haut de l'agenda médiatique et politique, nous y reviendrons. Voici donc le cœur de la composition du mouvement. Néanmoins, les actions sont ouvertes au militant·e·s de tous bords, sans critère de classe ni de génération. Lors des diverses mobilisations, on pouvait observer une diversité humaine, des activistes cagoulés, des personnes en situation de handicap, des gens âgés, des couples avec leurs bébés, des mouvements féministes, des LGBTQI+, des bannières politiques telles que celle de La France Insoumise LFI, du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), etc..

Petit à petit, des intellectuels s'intéressent également au mouvement et intègrent ses idéaux. Philippe Descola, héritier de Claude Levi Strauss, penseur de l'anthropologie sociale et culturelle au niveau mondial, est par exemple sorti d'une posture purement académique pour expérimenter des formes de vie alternatives à NDDL, pour s'engager et soutenir cette lutte. Et il n'est pas le seul. Suite à l'annonce de la volonté de dissolution du mouvement par le gouvernement, puis sa mise en œuvre, le livre *On ne dissout pas un soulèvement* fédère 40 personnalités investies dans le mouvement parmi lesquelles des scientifiques comme Valérie Masson-Delmote, des intellectuel·le·s, chercheur·euse·s, auteur·rice·s comme Alain Damasio et bien d'autres. C'est face à un besoin de légitimité et de montrer le soutien d'une large part de la population que ce livre est paru. En même temps, se formait une vague de 100.000 nouveaux adhérents officiels ainsi que plus de 140 comités locaux.

Le mouvement se compose donc de catégories socio-professionnelles très diversifiées et tend vers la massification. En plus des 100.000 nouveaux adhérents qui ont manifesté leur soutien sur la plateforme en ligne, les mobilisations ne vont qu'en s'amplifiant. Depuis la première mobilisation contre les mégabassines en 2021 jusqu'à celle du 25 mars 2023, les effectifs sont passés de 400 à 30.000 personnes (selon les organisateurs). Edouard Glissant cite la définition de la « composition » politique de Gilles Deleuze pour qualifier l'esprit de la coalition : c'est « cette étrange unité qui ne se dit que du multiple »². Ni alliance superficielle, ni

² On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p48

homogénéisation effaçant les singularités, les Soulèvements de la Terre sont un mouvement aux visages multiples dans lequel ils se fondent tout en conservant leur identité propre. Il s'agit de dépasser les impasses que rencontre chacune des organisations composites (institutionnalisme, frénésie activiste, localisme, etc.) par le front commun. La « composition » réside dans la discussion sans prêcher, dans l'écoute active, dans le rejet de la paralysie des oppositions par l'harmonie des communs.

Malcolm Ferdinand, chercheur au CNRS manifestant son soutien entier aux Soulèvements, constate néanmoins une fracture dans la composition sociologique des mouvements de résistance écologique qu'il est important de relever. Elle concerne les jeunes racisé·e·s ayant un rapport différent à la police ainsi que le lien manqué entre les luttes de l'hexagone et celles des départements d'outre-mer. Sur cette inclusion-là, il y a certainement encore matière à travailler.

Cette composition massive et diversifiée nous pose inévitablement la question de ce qui fait sens et permet de faire front commun pour toutes ces personnes aux sensibilités politiques diverses. La réponse fournie par l'analyse est multiple. Elle réside premièrement dans les facteurs de motivation des activistes et dans les enjeux de lutte du mouvement. Elle est ensuite stratégique et réside dans le constat commun de la nécessité de faire monter le rapport de force.

2. Enjeux de lutte

Contre quoi les Soulèvements de la Terre luttent-ils et qu'est-ce qui fait sens commun ? C'est un mouvement qui porte deux axes thématiques majeurs : l'accaparement des ressources naturelles en terre et en eau, l'artificialisation des terres agricoles et des espaces naturels. Ces enjeux de lutte ont été soigneusement sélectionnés pour leur universalité. Ils regroupent en leur sein tant les enjeux des luttes environnementales que sociales. Plus que ça, ils englobent une lutte plus globale pour le vivant et, nous le verrons, peuvent être des points d'entrée de l'entière des luttes du mouvement altermondialiste.

2.1 L'accaparement des terres

La question de la terre et de l'enjeu lié à ses usages est un élément d'importance. Elle est au cœur de tensions sociales, environnementales et coloniales. Le phénomène de concentration des terres au point de vue social, celui de leur pollution et de leur artificialisation au niveau environnemental ; celui de la dépossession pour l'enjeu colonial.

La *Confédération Paysanne* dénonce depuis longtemps le fait que l'accaparement des terres entraîne une dévitalisation des mondes ruraux, tant de ses espèces vivantes que de ses paysans et paysannes au profit de l'agro-industrie. L'enjeu aujourd'hui, suite à la chute drastique de la population d'agriculteur·rice·s depuis le début de la modernisation du secteur, est celui du départ à la retraite dans les dix prochaines années de plus d'un tiers des paysan·ne·s et plus précisément de la cession de leurs terres qui, selon la structure du marché foncier, devrait gonfler le phénomène d'agrandissement des parcelles ainsi que leur prix, véritable barrière à l'installation de néo-paysan·ne·s.

La lutte contre l'accaparement vise donc la marchandisation de la terre par le capitalisme. Elle permet d'aborder la question des *communs* mais aussi celle de la distribution des richesses. Cet accaparement est au profit d'une minorité de nantis quand une portion significative des paysan·ne·s en France vivent très mal de leur travail et que la profession affiche un taux de suicide record, rapporte Benjamin, paysan syndiqué valenciennois. Un rapport de *Terre de Liens*³ décrit la mainmise progressive de sociétés financiarisées sur l'agriculture

³ Terre de Liens, La propriété des terres agricoles en France (2023)

française. Les décisions sur la production et le produit du travail reviennent à ceux qui ne travaillent pas la terre.

2.2 L'accapement de l'eau

L'accapement et la pollution de l'eau, dont la qualification de *bien commun* ne souffre d'aucune contestation au sein du mouvement, est l'enjeu de lutte des Soulèvements de la Terre le plus médiatisé du fait de la mobilisation du 25 mars 2023 à Sainte Soline.

Pour rappel, les infrastructures des mégabassines sont de grandes retenues artificielles en surface destinées à stocker l'eau pompée dans les nappes phréatiques en hiver pour l'irrigation estivale d'une minorité d'agriculteur·rice·s dont les cultures en sont très consommatrices. Plutôt que d'adapter les techniques et espèces cultivées à la sécheresse, les Soulèvements accusent cette minorité d'exploitations agricoles intensives de perpétuer un modèle dont les limites ont été démontrées. Le collectif local *Bassines Non Merci* s'appuie sur l'observation des modèles chiliens et californiens qui remplissent des mégabassines pour des cultures exportatrices intensives en eau tandis que la Californie est confrontée à un stress hydrique historique prolongé et qu'au Chili des villages sont approvisionnés en camion-citerne.

Lutter contre l'accapement de l'eau, c'est cibler les géants de l'agroalimentaire comme Danone ou Nestlé et leurs infrastructures qui s'approprient les sources, les polluent et en privent les populations de par le monde. Au-delà de l'agro-industrie, c'est tout le système productiviste industriel capitaliste mondialisé qui est remis en cause, disent les activistes. Derrière l'accapement de l'eau, il y a par exemple les usines de puces électroniques. Derrière ces usines se trouve le travail des enfants en Asie, le système extractiviste post-colonial en Afrique pour l'obtention des composants.

2.3 L'artificialisation des sols

L'artificialisation est un processus qui recouvre les sols d'une couche imperméable, artificielle, leur amputant la vie qu'ils abritent, les privant de leurs capacités régulatrices et de leurs qualités biogéochimiques. Elle est le résultat d'une volonté politique et d'un phénomène historique bien connu : la métropolisation. Et elle est engendrée par une industrie majeure, celle du béton - me dit Véro, une militante nantaise des Soulèvements et de l'association de protection des forêts *Canopéa*.

« Le béton est le matériau de construction le plus utilisé au monde. Avec de l'acier, le béton devient armé. Ce qui a permis la construction des plus grands ponts, tunnels, tours et métropoles. Routes et aéroports en sont formés, imperméabilisant par ailleurs totalement les sols. La bétonisation, symbole de la croissance économique, est aussi une arme du pouvoir politique qui utilise nos terres pour créer du capital.

De l'extraction du sable, deuxième ressource naturelle prélevée après l'eau, à sa production et mise en œuvre, le béton représente à lui seul plus de 8 % des émissions de CO2 mondiales. Il participe à l'artificialisation des sols qui engloutit chaque année en France plus de 50.000 hectares de terres. Derrière le béton, l'industrie du BTP, qui représente plus de 39 % des émissions mondiales de CO2 ».⁴

Derrière l'artificialisation, émerge le spectre du changement climatique, du capitalisme, de l'extinction de la biodiversité. Une seconde dimension qui pousse cette diversité humaine à faire front commun est celle des motivations de chacun·e à l'engagement.

⁴ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p31

3. Motivations à l'engagement

Pourquoi lutter ? Lorsque la question a été posée à de nombreux·se·s activistes, deux facteurs majeurs sont ressortis : L'urgence du changement climatique d'un côté, l'impasse politique et démocratique dans laquelle se trouvent nos institutions de l'autre.

3.1 Urgence Climatique

Le constat de l'urgence climatique n'est plus à faire. « L'urgence climatique n'est pas un slogan politique ; c'est une horloge géophysique liée directement aux conditions de vie de l'humanité et des écosystèmes »⁵. Ses manifestations sont désormais bien établies : entre autres une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes, exposition de millions de personnes à une insécurité alimentaire aiguë et à une pénurie d'eau croissante, aux migrations, aux canicules, sécheresses et incendies. Le *Collectif des scientifiques en rébellion*, qui est entré en rébellion aux côtés des Soulèvements, rappelle que la fenêtre d'opportunité pour assurer à l'humanité un futur viable et durable se referme et que les émissions continuent d'augmenter malgré les engagements pris lors de l'accord de Paris et la condamnation en justice de la France pour inaction climatique. L'entrée en rébellion de nombre de scientifiques sonne l'alerte et amplifie l'urgence ressentie. « *Quand même les scientifiques se radicalisent, c'est qu'il y a urgence* » nous dit Clément, paysan maraîcher de la ferme de Rublé à Saint-Colomban.

Mes rencontres révèlent que la solastalgie, forme de souffrance et de détresse psychique ou existentielle causée par les changements environnementaux, est la force motrice d'un nombre important de militant·e·s. La colère, la tristesse en sont des prismes émotionnels récurrents. Les prises de conscience de la dégradation de l'habitabilité de la planète et l'inquiétude d'un monde dévasté dans les décennies à venir a suscité des réactions particulièrement émotionnelles de la part de parents rencontrés. Véro, militante nantaise des Soulèvements, 53 ans et mère de trois enfants est un exemple d'une fonctionnaire de l'éducation nationale qui a quitté son emploi, poussée par le sentiment d'urgence, pour mettre ses forces dans la lutte environnementale.

Dans le lot des motivations remarquables à l'engagement, il y a la solastalgie, les scientifiques dont les études ont été négligées depuis des décennies et les naturalistes, témoins au présent de l'extinction du vivant. Voici un extrait de leur témoignage : « *Nous sommes au premier rang du triste spectacle de l'appauvrissement des écosystèmes, de la disparition des prairies naturelles, du drainage des zones humides (...) l'émerveillement de nos promenades est teinté par l'amertume d'un vide croissant. Chaque printemps, nous attendons avec angoisse le retour des oiseaux migrateurs, toujours moins nombreux. Nous sommes les témoins directs du silence qui s'étend* ».⁶

Sylvain - membre du conseil d'administration de LTDLS - invoque quant à lui le rapport du *Haut Conseil pour le Climat* qui concluait en 2022 que la transition écologique n'était pas amorcée en France et exprimait ses préoccupations quant à la démocratie environnementale, à des reculs du droit de l'environnement, à l'absence de transition agroécologique, à la gestion de l'eau, et à la protection des zones humides. Il relève l'incohérence du discours gouvernemental qui, au grand mépris de l'objectif du *zéro artificialisation nette pour 2050* établi par la loi climat, souhaite ralentir le processus. Tous et toutes mettent en avant la robustesse des faits scientifiques et la palette d'outils et de leviers clairement identifiés, ceci depuis plusieurs décennies. Au regard de ces informations, les Soulèvements considèrent les décisions prises comme des choix politiques et donc, la voie des institutions comme une impasse démocratique.

⁵ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p149

⁶ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p105

3.2 L'impasse démocratique

Pour les Soulèvements de la Terre, la caractéristique première de l'impasse démocratique est la culpabilité de l'Etat. A l'évocation de l'Etat, le champ lexical va de la délégitimation à la haine pour certains qui luttent depuis longtemps, qui ont fait face à la violence d'Etat, dont l'espoir a été usurpé et remplacé par l'amertume et la colère.

Jean-Baptiste Fressoz - historien des sciences, des techniques et de l'environnement - décrit le phénomène de lassitude de la voie démocratique. Les entreprises, depuis 40 ans, ont affiché une volonté de virage écologique. Elles sont devenues *éco* et *socialement responsables*, néanmoins les changements dans les modes de production sont négligeables. L'Etat est une des sources principales du problème, dit-il. Ses positions contradictoires ne permettent aucune vision systémique, et donc, aucune cohérence.

Florian Lemerle - porte-parole des Soulèvements - mentionne « *une participation active de l'Etat dans le ravage écologique en cours* ». A titre d'exemple, on peut citer l'usine de Bouc-Bel-Air qui a largement dépassé ses quotas de pollution pendant des décennies grâce à des dérogations préfectorales. Une littérature abondante montre en effet que les décisions politiques sont souvent orientées par des intérêts privés. Johann Chapoutot - professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne – porte un discours incisif illustrant également une telle littérature. Il relève que l'Etat a entrepris de nombreuses dissolutions récemment. « *Il a dissout : l'Impôt Sur la Fortune (ISF), les Aides Pour le Logement (APL), l'association anticorps chargée de la surveillance de la corruption institutionnelle, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), la parole et la décence publique, la retraite des français, la démocratie parlementaire. Mais il ne dissoudra jamais les lobbys industriels, ceux de l'agriculture productiviste, celui des chasseurs, etc.* »

Sur le terrain, les luttes locales se mobilisent contre ce qu'ils qualifient de « grands projets inutiles et imposés ». La dimension imposée caractérise cette dépossession démocratique à la base de l'engagement de beaucoup de militant·e·s. A Saint-Colomban, les habitants étaient nombreux à être conscients qu'il y avait un problème avec le maraîchage industriel. De plus en plus de fermes GAEC (*Groupement Agricole d'Exploitation en Commun*) passaient en maraîchage industriel. Iels pensaient que les élu·e·s protégeraient les *espaces agricoles pérennes*. Les engagements des élus avaient entériné leur protection jusqu'en 2033. Néanmoins le *Schéma de Cohérence Territoriale* (le SCoT, document d'urbanisme) qui protège en principe ces espaces à destination des entreprises agricoles telles que les GAEC a été piétiné. Des dérogations furent votées. Sylvain – membre du CA de LTDLS – avait travaillé sur ce dossier en tant qu'élus et le piétinement démocratique qu'il a subi l'a amené à adopter des manières de lutter plus disruptives. Il en va de même pour les autres projets contestés par les Soulèvements comme la lutte du collectif LVEL contre l'autoroute Castres-Toulouse. Ce projet, voulu à l'origine par l'industriel Pierre Fabre, a été récusé par l'*Autorité Environnementale*, par le *Commissariat Général à l'Investissement* ainsi que par l'enquête publique environnementale.

Ainsi, les mobilisations renversent le paradigme démocratique. Yamina Saheb - ingénieure et docteure en énergétique, enseignante à Sciences Po Paris - indique que "*Le GIEC sait depuis 2007 et souligne l'importance de la société civile dans l'orientation des politiques climatiques et le rééquilibrage nécessaire pour avoir des politiques ambitieuses (...) Les gouvernements défendent plus les lobbys que les citoyens, du coup ce type d'action relève d'un rééquilibrage démocratique pour mettre en place les politiques nécessaires (...) Le temps de l'action légale est très long et le temps de l'action est à l'urgence. D'où la centralité de ces luttes.* »

Lucile Schmid - essayiste, ancienne élue socialiste puis écologiste, et vice-présidente du Think Thank *La Fabrique Ecologique* - plus modérée que les autres intervenants de l'enquête, soutient que "*la question de l'urgence modifie évidemment la relation à l'action. Elle modifie également la relation aux institutions et la responsabilité des institutions.*" Elle invite à considérer « *la question paradigmatique* », soit, la raison de l'inertie des institutions, et à penser l'Etat écologique, autrement dit de penser à « *comment remplir les engagements creux de l'état d'un contenu programmatique et d'un passage à l'acte ?* ». Elle décrit un imaginaire parfois uniquement sécuritaire de la lutte écologiste radicale sur l'Etat français et impute la difficulté

de penser l'Etat écologique à cette responsabilité collective qui donne les armes au pouvoir d'étouffer la contestation dans une représentation caricaturale et extrémiste.

Quelle que soit la représentation que les activistes ont de l'état, un constat est partagé par la communauté : son inaction couplée à l'urgence prégnante du changement climatique est un motif légitime d'augmenter le rapport de force en employant des stratégies de lutte plus offensives.

4. Moyens d'action

Par quels moyens les Soulèvements de la Terre luttent-ils ? Ils ont attiré l'attention médiatique grâce à des moyens d'action qualifiés d'offensifs. Désarmement ? Sabotage ? Zad ? qu'en est-il en réalité ? Deux éléments principaux ont été relevés dans le discours des activistes à propos du moment, du contexte qui a fait naître les Soulèvements et émerger leurs moyens d'action : l'essoufflement d'une période marquée par des moyens d'actions médiatiques et symboliques comme les marches pour le climat et la victoire de la Zad de NDDL.

4.1 L'essoufflement de moyens d'actions symboliques

Le XXI^{ème} siècle a été marqué par un grand mouvement écologique médiatique catalysé par les marches et grèves pour le climat. La stratégie consistait à mobiliser les masses dans des actions médiatiques et pacifiques pour attirer l'attention des médias et de la rue. Elle visait dans un second temps à former les activistes à la désobéissance civile non violente afin de bloquer des sommets, afficher des slogans, attaquer l'image des responsables en les surprenant là où ils ne s'y attendaient pas. Ce fut une période édifiante qui marquait un regain de l'action directe en prenant pour cible des sièges d'entreprises et des lieux de pouvoir tout en s'assurant de l'aval de l'opinion publique. Les mouvements qui y ont pris part étaient majoritairement urbains tel que *Youth For Climate* et *Extinction Rebellion*. Néanmoins, les victoires recherchées ne furent que partiellement atteintes. La loi climat ainsi que la convention citoyenne sur le climat ont été vidées d'une large partie de leur contenu. Depuis mouvement a perdu en force à l'image de nombreux témoignages de désespoir et d'essoufflement liés à cette période.

Alors, à l'aube des années 2020, les militant·e·s cherchent donc de nouvelles manières de résister, plus offensives et efficaces. Ainsi, face à l'urgence et à l'impasse politique, nombreux·se·s sont ceux à mentionner les écrits contemporains d'Andreas Malm « Comment saboter un pipeline », à l'image de Bellule – militante autonome de 21 ans – qui raconte avoir vu cette transformation s'opérer dans sa sphère militante. Couper l'électricité, bétonner une vanne de chantier deviennent des options. « Saborder des biens n'est pas impossible après tout. La propriété n'est pas au-dessus de la Terre : il n'y a aucune loi technique naturelle ou divine qui la rende inviolable dans la situation actuelle »⁷.

Depuis la naissance des Soulèvements en 2021, les modalités d'actions offensives telles qu'arrachages de culture, déboulonnage d'engins de chantier, Zad et autres ont ainsi fait preuve pour les activistes d'une efficacité certaine, perceptible par les efforts de criminalisation et de discréditation par les élites politiques et les industriels. A l'évocation de cette transition dans les moyens d'action et le rapport de force, est souvent associé le champ lexical de l'espoir avec la formule suivante : c'est un mouvement qui porte en lui la volonté de « reconquérir des victoires politiques ». Le terme par lequel les Soulèvements qualifient leurs modes d'action est celui de désarmement.

⁷ Andreas Malm, Comment Saboter un pipeline (2020) la Fabrique

4.2 Le désarmement en perspective

Les Soulèvements ne prétendent pas innover dans leurs moyens d'action mais au contraire ranimer des pratiques de lutte offensives et d'autodéfense qui ont été abandonnées. Lotta Nouqui dans *On ne dissout pas un soulèvement* replace les mobilisations dans le sillage du mouvement anglais des *Diggers*, du mouvement brésilien des *Sans terre*, ou encore de la rébellion zapatiste. En France, Françoise d'Eubonne inaugure en 1975 l'écosabotage comme moyen d'action avec le dynamitage de la pompe du circuit hydraulique de la centrale nucléaire de Fessenheim en chantier. En 1999, José Bové, avec les syndicalistes de la *Confédération paysanne*, démontent le Mcdonald de Milleau et fauchent un champ d'OGM. Les militants n'oublient pas ces faits marquants et souhaitent traduire leur colère et revendications dans des gestes qui ne pourront être ignorés.

La terminologie du « désarmement » est revendiquée par le mouvement. Elle a été invoquée pour la première fois en juin 2021 à la suite d'une occupation de cimenteries de l'industriel Lafarge à l'occasion de laquelle le fonctionnement des infrastructures a été neutralisé, et les machines mises hors de fonctionnement. Pourquoi cette terminologie ? La réponse est unanime : elle permet d'explicitier la portée éthique de l'action, de politiser le problème et de révéler la nature des cibles. Il s'agit d'opérer un retournement sémantique afin d'interpréter ces actions comme une légitime défense contre ces infrastructures destructrices qui doivent être freinées. Elles sont l'arme pointée sur nous, sur le vivant. Les désarmer est une réaction à la violence, c'est une contre violence.

En pratique, Véro - militante nantaise des Soulèvements - raconte avoir désarmé plusieurs bassines de Cram Chaban dans le marais poitevin aux côtés du collectif local *Bassines Non Merci*. Florian Lemerle - porte parole des Soulèvements - annonçait que pour une bassine de construite, trois seront démantelées. Cette annonce a été suivie par des mobilisations ayant rassemblé plus de 3.000 personnes pour découper les bâches et démonter les pompes. Guillaume - paysan boulanger de la ferme de Rublé et militant du collectif LTDLS - invoque la nécessité de mener des actions radicales pour être massivement captées par le système médiatique, déranger les intérêts industriels, et seulement alors traiter des sujets de fond. Ces moyens d'action ont séduit jusque dans le milieu académique et scientifique. Marcelle - chercheuse en mathématiques et en intelligence artificielle - décrit son rapport théorique à l'écologie avant de réaliser qu'il lui était possible d'impacter directement ces infrastructures.

Des militant·e·s très investi·e·s dans l'organisation rappellent néanmoins qu'il est nécessaire de constamment se requestionner sur ces modalités d'action à l'aune des réactions et effets qu'elles produisent. Les Soulèvements de la Terre favorisent l'usage du désarmement tout en exerçant un retour critique sur les actions afin d'analyser leur portée, d'éviter l'écueil de la stigmatisation violente, de la reproduction de schémas virilistes non stratégiques.

4.3 Questionnements des collectifs en lutte sur les moyens d'action

A ce propos, les membres des collectifs en lutte qui ont rejoint les Soulèvements se questionnent aussi sur l'impact du désarmement sur leur lutte. Avant les rejoindre, le collectif LTDLS ne partageait aucunement cette radicalité et situait son action dans des modalités de l'ordre de la manifestation déclarée en préfecture, du tribunal et du plaidoyer. Certain·e·s membres du CA ont été convaincus d'emblée, comme Bertille, mais pour d'autres comme Sylvain les questionnements ont persisté.

Lors de notre entretien, bien que conscient de la nécessité de faire monter le rapport de force, Sylvain dit avoir du mal à poser un avis tranché sur le désarmement. Il reconnaît des freins personnels et éthiques à commettre des actions illégales, en faisant référence à son ancienne fonction d' élu. De même, arracher des cultures de muguet tel que ça a été le cas lors de la mobilisation contre les carrières de sable et le maraîchage industriel à Saint Colomban, qu'elles représentent un modèle combattu ou non, n'est pas dans ses capacités.

Il décrit l'effet des mobilisations avec les Soulèvements sur la lutte. D'un côté elles ont évidemment attiré une attention médiatique nationale, donné une force de mobilisation, de résistance, d'organisation et de coopération. De l'autre, elles ont amené une partie de leurs soutiens à se positionner par rapport aux moyens d'action et non par rapport au fond de la lutte. Il ajoute : « *Ils nous ont amené au-delà d'un point d'équilibre. Nous sommes sur un fil qui peut nous emmener loin et aussi nous faire tomber* ». Il poursuit en reconnaissant que ceux qui prennent les plus gros risques, ceux qui font rempart et subissent la répression, les attaques médiatiques et parfois physiques de la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) et des maraîchers industriels ce sont bien les militant·e·s des Soulèvements.

Lors de cet entretien qui a été mené en commun, Bertille lui répond que les révélations à propos de la pression mise par la FNSEA sur le gouvernement pour la procédure de dissolution fut une opportunité de révéler les connivences entre lobbys industriels et le pouvoir. « *Alors a-t-on vraiment perdu l'opinion publique ?* » demande-t-elle. La question reste en suspens.

4.4 La Zad : héritage de NNDL

La Zad est un moyen d'action consistant en l'occupation d'une zone à défendre menacée par un grand projet inutile imposé, en sa défense matérielle et en même temps en sa transformation en un lieu de vie et d'expérimentation de modes de vie alternatives. La plus emblématique est celle de NNDL qui a remporté son bras de fer contre le projet d'aéroport en 2018 après plus de dix ans de lutte.

Michel – habitant de la Zad – racontait l'*Opération César*. Opération de grande envergure lors de laquelle, à l'automne 2012, 1200 gendarmes sont confrontés à une résistance qui les dépasse d'une centaine de résidents permanents. Des destructions, des charges, des affrontements, plusieurs semaines de barricades, des ravitaillements populaires, plusieurs dizaines de milliers de personnes en soutien pour occuper la Zad et y reconstruire des lieux de vie. Dans le chemin tracé par la victoire de la zad s'engouffrent d'autres luttes et on voit ainsi fleurir les Zad. Cette modalité d'occupation foncière a réussi à retarder, déranger, mettre en déroute, des projets de périurbanisation, de zoning, et autres infrastructures et ainsi sauver des espaces naturels tel qu'à Sivens ou dans le Morvan.

Les Soulèvements, fondés à l'initiative de zadistes de NNDL, portent naturellement l'occupation foncière comme moyen d'action. Néanmoins ils sont aussi porteurs de réflexions sur ses limites. Bien qu'il ressorte des notes d'observation que certain·e·s activistes vouent une admiration pour la Zad, les Soulèvements n'en font pas un choix stratégique systématique. Une réflexion issue du livre « *On ne dissout pas un soulèvement* » est particulièrement intéressante à ce propos : le désarmement « *se traduit enfin par une invitation à renverser les perspectives zadiennes : quand ce sont les gendarmes qui se retrouvent à défendre par milliers la zone bien délimitée d'un chantier de mégabassines, n'est-ce pas l'ensemble d'un territoire beaucoup plus vaste, autour d'eux, qui se dévoile ingouvernable dans la défense acharnée de ses cours d'eau ?* »⁸.

4.5 Complémentarité des moyens d'action

Interrogé sur les limites de leurs modes d'action, Benoit Feuillu – militant des Soulèvements et habitant de la Zad de NNDL – rappelle que le désarmement et les occupations ne sont qu'une facette des mobilisations. L'ensemble des actions sont loin d'être de cette nature. Les mobilisations contre le contournement autoroutier de Rouen et contre l'autoroute Castres Toulouse n'ont pas donné lieu à de telles actions. On a pu y voir des remises en culture, construction de nichoirs, balades naturalistes, ateliers créatifs, etc..

D'ailleurs, la totalité des militants interrogés ont évoqué l'importance de la complémentarité des moyens d'action. Certains, comme Bertille – membre du CA de LTDLS – travaillent également dans le domaine de l'environnement à un niveau plus institutionnel et activent des leviers aux moyens du droit, du plaidoyer. Le

⁸ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p176

rapport de force est également théorique, intellectuel. Ainsi, Marcelle - chercheuse en mathématiques et en intelligence artificielle - s'est employée à désarmer le rapport du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), outil des politiques servant à justifier les bienfaits des bassines. Le rapport n'a pas passé la critique qui l'accuse d'avoir omis dans son analyse un élément aussi crucial que le changement climatique. La production de savoir pour soutenir les luttes est un levier auquel les Soulèvements ont fréquemment recours et qui leur préexiste même souvent au sein des collectifs en lutte. Citons encore les actions pédagogiques, les achats de terre en commun, etc.

Les formes d'action telles que le désarmement ou la Zad ont en commun qu'elles s'attachent à la défense d'un territoire. Les mobilisations des Soulèvements sont ancrées au territoire au travers d'un collectif local en lutte. Cette particularité des Soulèvements implique une structure stratégique singulière.

5. Forme du mouvement

Comment se structure l'action des Soulèvements de la Terre ? A l'instar de la lassitude liée aux mobilisations « passives » telles que les marches pour le climat, le besoin s'est fait ressentir dans le mouvement écologiste d'ancrer leur activisme dans le réel. Les Soulèvements portent cette attache au territoire.

Lena Lazar témoigne du fait que, pour une frange de la mouvance militante écologiste, agir à une échelle nationale était un prérequis minimum au regard de l'ampleur des enjeux tels que le réchauffement climatique et l'extinction de la biodiversité. Agir à une échelle inférieure pouvait paraître vain. Pourtant les outils de destruction du vivant sont localisés. Ils existent physiquement et ce près de chez nous. Les multinationales, les politiques publiques contre lesquelles les militant.e.s luttent dans les assemblées, existent et provoquent des effets sur les lieux de vie de chacun.e.s. Ainsi, Jean Baptiste Fressos – historien des sciences, des techniques et de l'environnement – pousse à « *changer la matérialité de la lutte* »⁹. Il inscrit la défense d'un territoire comme consubstantielle à l'écologie populaire.

Il s'agit pour les Soulèvements de nouer des alliances avec des collectifs, parmi les plus de 600 luttes locales en France, afin d'amplifier les enjeux par une force de mobilisation et leur donner un écho national. D'après les témoignages de membres de luttes locales tels que celui de Laurent - CA de LVEL- de nombreuses personnes se sentent impuissantes dans leur lutte et l'émergence des soulèvement a créé pour LVEL l'ouverture à un réseau de résistance solidaire aux sujets de luttes diverses et aux territoires variés. Cela a pour effet de les faire entrer en réseau, qui s'accompagne d'un appui juridique, matériel, humain. Véro - militante nantaise des Soulèvements - souligne également le rôle fondamental des naturalistes des terres qui appuient pédagogiquement les luttes afin d'en faire ressortir la dimension sensible en partageant leurs connaissances du monde vivant, répandant alors leur attache au territoire. L'ancrage territorial est aussi important que le maillage de liens qui se tissent entre les collectifs pour démultiplier les énergies, les synergies, pour mettre en commun les moyens et créer un rapport de force.

Il y a manifestement dans cette création de réseau une inégalité territoriale. On peut déjà remarquer que deux mobilisations sur cinq de la saison 5 des Soulèvements sont situées en Loire-Atlantique, région nantaise dans laquelle on retrouve également la Zad de NDDL. Lors de mon passage à Nantes, j'ai pu constater que la région abrite une nébuleuse activiste très dense. A contrario, certain.e.s militant.e.s de la région de Toulouse ne se sentaient pas forcément intégré.e.s au quotidien dans un tel réseau.

Les Soulèvements se caractérisent donc par une forme de réseau de résistance territorialisé. Les actions sont une façon d'habiter le lieu avec solidarité, efficacité, et construire une identité désirable. Allier au sein d'un même mouvement des mobilisations de masse, une composition à même de rassembler une grande diversité d'acteur·rice·s, des moyens d'action offensifs et un réseau ancré au territoire, semble représenter une menace

⁹ France Culture, L'invité des matins (08/06/23)

telle pour le gouvernement qu'il déploie à son égard un arsenal répressif d'envergure dont la procédure de dissolution en est l'apothéose.

6. La répression

Quelle réaction l'Etat oppose-t-il aux mobilisations ? Deux événements importants racontent l'histoire d'une escalade de la répression des Soulèvements dans leur rapport à l'Etat. Le premier est marqué par un usage massif de la force policière lors de la mobilisation du 25 mars à Sainte Soline, le second par la répression judiciaire au travers notamment de la procédure de dissolution.

6.1 L'usage massif de la force policière

L'objectif de la mobilisation était de pénétrer sur le chantier de la mégabassine. En l'état, il n'y avait qu'un trou, pas de bêche, pas de pompe. L'état avait mobilisé des quads, motos, hélicoptères, camions à eau, ainsi que plus de 3.200 gendarmes et policiers à pieds armés de grenades lacrymogènes, à fragmentation, et de LBD (lanceurs de balles de défense) positionnés au pied de la bassine. Ils étaient 8.000 manifestants selon la préfecture, 30.000 selon les organisateurs. On retient cette mobilisation non seulement pour avoir été la plus massive mais également la plus violente. Quelques 5.500 grenades ont été tirées en deux heures. Plus de 200 personnes ont été blessées parmi les manifestants, dont plusieurs très gravement mutilées et trois qui ont frôlé la mort. On comptait 47 blessés dans les forces de l'ordre. Un enregistrement de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) indique que le SAMU a reçu l'interdiction d'intervenir alors qu'on dénombrait tant de blessés, ce qui constitue un défaut d'assistance à personnes en danger. Ce jour-là, l'Etat a fait pleuvoir le feu des grenades sur une foule massive de personnalités de tous bords et de tous âges, se présentant comme des défenseurs du vivant.

Alix F. témoigne : « *Des personnes bien peu armées et trop peu protégées, risquant leurs vies pour celles de leur génération et des générations à venir; avançant à corps découverts face à une violence sans nom. Des personnes qui tombent au sol, qui ne bougent plus, partout, des explosions. Des membres tailladés, des visages fracassés, des organes détruits. Des vies en suspens, sans certitudes quant à l'avenir ; voilà ce que l'État donne comme réponse à une urgence, à une simple volonté de vivre et de préserver le vivant. (...) Certains instants restent gravés dans nos corps et dans nos têtes ; pour certain·e·s c'est long de s'en remettre, d'autres gardent des séquelles toute leur vie* »¹⁰.

Cet usage de la force policière a été largement commenté. Jugé approprié par le gouvernement, disproportionné par les militant·e·s, la LDH, ainsi que l'ONU. En effet, Michel Frost - Rapporteur spécial des Nations Unies sur les défenseurs de l'environnement - dépeint un usage excessif, disproportionné, de la force dans les politiques de maintien de l'ordre françaises. Il est notable par ailleurs que sa demande de s'entretenir avec le gouvernement à ce propos n'a pas été entendue.

6.2 La répression judiciaire

Menacé de dissolution par le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, en mars après les incidents de Sainte-Soline, le Président de la République, Emmanuel Macron, acte celle-ci en Conseil des ministres le 21 juin 2023. Cette dissolution a soulevé de nombreuses questions et réactions. Tout d'abord, que cela implique-t-il ?

La dissolution est une procédure permettant aux autorités d'infliger une peine pénale maximale de 3 ans d'emprisonnement, ainsi que plusieurs dizaines de milliers d'euros d'amende, à tous et toutes celles qui se réuniraient, prendraient la parole, ou mèneraient une action sous la bannière des Soulèvements. Se réunir sous

¹⁰ *On ne dissout pas un soulèvement* (2023), les Soulèvements De la Terre, éditions du Seuil, p37

un autre nom est passible de la même peine sous l'épithète juridique de « reconstitution de ligue dissoute ». Des précisions sont données par Raphaël Kempf, avocat au barreau de Paris. Il n'est pas répréhensible d'apporter son soutien au mouvement ni de contester la dissolution publiquement et devant les tribunaux. Un recours suspensif est donc en cours d'élaboration.

Laurie-Anne Cholez - journaliste pour Reporterre - s'indigne de la répression qui s'abat sur les défenseurs du vivant et des biens communs en ajoutant que la stratégie adverse n'est pas adaptée. Les actions continueront car les collectifs locaux en lutte ne sont pas légalement apparentés aux Soulèvements de la Terre. En effet la dissolution porte en elle plusieurs problèmes juridiques qui seront contestés lors du procès. Premièrement, il y a celui de l'imputation des faits au mouvement, ensuite celui de la caractéristique de « non-structure » du mouvement (il ne s'agit pas d'une association selon la loi 1901, elle n'est pas régie par des statuts et cadres légaux).

Le gouvernement a donc été contraint de fonder son décret de dissolution sur la loi Séparatisme, destinée à traiter principalement des cas de terrorisme islamiste. Celle-ci lui permet de dissoudre tout rassemblement de fait qui inciterait à ou provoquerait des agissements violents contre les personnes ou les biens. S'agissant de l'imputation des faits, le parquet aura la charge de prouver que les Soulèvements de la Terre sont bien à l'origine des mobilisations ayant causé des violences. Or, chacune des mobilisations a été appelée par les Soulèvements, il est vrai, mais également par une nébuleuse étendue d'autres organisations et collectifs.

Après la sémantique écoterroriste utilisée par le ministre de l'Intérieur pour qualifier les activistes après Sainte Soline (puis récusée au sein du gouvernement), c'est sur un fondement juridique destiné à traiter du terrorisme qu'il se penche pour réprimer les Soulèvements. Dissoudre un mouvement écologiste est une première en France, et plus encore sur ce fondement. Thomas Legrand - journaliste politique – accuse le gouvernement d'employer un double discours qui une fois utilise la sémantique terroriste puis la récuse, mais fonde sa répression sur des outils qui lui sont destinés. « *En droit pénal, le terrorisme, c'est très précis, c'est instaurer la terreur. Ce n'est pas du tout ce que font les écologistes. Il n'y a pas de terrorisme écologique. Il n'y a jamais eu un mort du fait d'une action écologiste. Donc il n'y a pas de terrorisme écologique. Et pourtant, on applique cette loi Séparatisme qui introduit une notion juridique et politique assez problématique* »¹¹.

Les autorités cherchent des responsables. En addition à la procédure de dissolution, la répression judiciaire s'abat donc également sur des militant·e·s de manière individuelle. La veille de la dissolution, 15 personnes ont été et placées près de 96 heures en garde à vue par la Sous-Direction Anti-Terroriste, certaines ont également été perquisitionnées. Elles l'ont été sous différents prétextes, les unes dans le cadre de l'instruction sur le désarmement de l'usine Lafarge de Bouc-Bel-Air qui avait été relayé par les Soulèvements de la Terre, les autres dans celui d'une procédure lancée suite à la manifestation du 25 mars à Sainte-Soline. Plusieurs d'entre elles sont convoquées devant la Juge d'instruction dans l'affaire Lafarge. Pour la manifestation de Sainte-Soline, une personne a été placée 10 mois en détention, une autre est en détention préventive dans l'attente de son procès, trois autres devront comparaître devant le Tribunal correctionnel. D'autres vagues de convocations, d'arrestations et de procès sont en cours. Neufs militant·e·s seront convoqué·e·s le 28 juin en gendarmeries, accusé·e·s d'avoir organisé la manifestation du 25 mars. Sont visé·e·s en priorité : les porte-paroles de la *Confédération paysanne 79* et de la *Confédération paysanne nationale*, les Secrétaires départementaux de *Solidaires 79* et de la *CGT 79*, Julien Le Guet, porte-parole de *Bassines Non Merci*, et trois militants aguerris des Soulèvements. J'étais présent au rassemblement le 28 juin devant une gendarmerie de Loire Atlantique pour la convocation de Benoit Feuillu. Les voix qui s'élevaient de la foule dénonçaient un ciblage injuste constituant une opération de répression et d'intimidation.

Le pouvoir cherche manifestement à stigmatiser la violence du mouvement par la désignation écoterroriste, par le martellement médiatique de la violence des mobilisations. Lors de la mobilisation contre le projet de TGV Lyon-Turin, des locaux ont rapporté l'information que des courriers leur avaient été adressés

¹¹ France Inter, La Terre au Carré (30/06/23)

pour les prévenir du danger potentiel que pourrait représenter la mobilisation, allant jusqu'à poster des gendarmes devant les écoles.

Malgré ces efforts de stigmatisation, comme l'écrit le poète résistant René Char, « *La parole soulève plus de terre que le fossoyeur ne le peut* »¹² citent les Soulèvements dans « On ne dissout pas un soulèvement ». Ainsi, suite à la mobilisation de Sainte Soline, la maxime « Nous sommes les Soulèvements de la Terre » a été scandée partout dans les rues, taguée sur les murs, écrite dans les journaux. Suite à la dissolution, la maxime « On ne dissout pas un soulèvement » a eu elle-aussi son heure de gloire. Quelques 140 comités locaux se sont créés, 100.000 nouveaux adhérents sont arrivés, 40 personnalités ont manifesté leur soutien dans un ouvrage, une grande soirée de soutien a été orchestrée par une coalition de médias libres parmi lesquels Reporterre, Blast, Socialter, Terrestres. Même François Hollande, ancien Président de la République, réagit : « *Qu'il soit nécessaire de poursuivre des individus qui se livrent à des actions qui peuvent mettre en danger les biens et les personnes, je crois que chacun peut souscrire à cette évidence, en revanche dissoudre une organisation en faisant des parallèles avec d'autres actes, et notamment le terrorisme, ça ne m'a pas paru être la décision la plus justifiée* »¹³.

Véro – militante nantaise des Soulèvements – invoque une temporalité particulière de ce mandat d'Emmanuel Macron durant lequel la société civile a connu la répression des gilets jaunes, celle des manifestations contre la réforme des retraites, celle des mouvements écologistes, et enfin celle des « émeutes » dans les quartiers populaires suite à la mort du jeune Naël. « *Les gens ne sont pas dupes* » dit-elle, « *l'information climatique est de plus en plus répandue et le discours stigmatisant du gouvernement couplé à sa popularité déclinante et à l'expérience de la répression par ceux qui ne la connaissaient pas, ouvre le champ à un œil critique* ».

6.3 Violence et contre-violence

A la concentration de l'attention médiatique sur la violence des mobilisations, les militant·e·s rappellent que leurs moyens d'action ne visent jamais à s'attaquer à des personnes physiques. Ils relativisent également cette violence en la comparant à plusieurs autres violences : celle de l'agro-industrie, celle de la police, du système capitaliste post-colonial.

Quelques exemples très récents au sujet de l'agro-industrie ont été relevés. Les bureaux de l'*Office de la biodiversité* ont été incendiés ; Morgan Large, journaliste spécialiste de l'agro-alimentaire, a vu sa roue de voiture déboulonnée avant qu'elle ne fasse un trajet avec sa fille à bord ; des activistes contre Monsanto se sont vus séquestrés et roués de coups tout comme le neveu de Julien Leguet, porte-parole de *Bassine Non Merci*. Hors de l'Hexagone, les militant·e·s écologistes sud-américain·e·s et africain·e·s sont fréquemment emprisonné·e·s et assassiné·e·s. A propos de la répression contre les activistes ayant désarmé des cimenteries Lafarge, les Soulèvements rappellent que le groupe Lafarge est la première entreprise à avoir été mise en examen pour complicité de crime contre l'humanité sur des soupçons de financement du terrorisme et notamment de Daech.

A l'examen du contenu médiatique sur les mobilisations, il est frappant de relever l'omniprésence de cette question : « condamnez-vous les violences ? ». Il serait hors de la morale collective de répondre par l'affirmative sans remettre ces « violences » en contexte rétorque Laurent - CA de LVEL. Cette violence est premièrement réactive, répond-il. Elle est une réponse à la violence accrue de l'institution policière qui s'exerce premièrement dans les quartiers populaires et puis contre les mouvements sociaux au moyen de pratiques agressives, parfois illégales, et d'armes dites « non létales » pourtant à l'origine de nombreuses mutilations. Elle se personnalise en des unités suréquipées telles que la Brav-M et la BAC. Charges, nasses injustifiées, étranglements, tirs de LBD non réglementaires, insultes, matraquages sans discernement, usage de la violence

¹² On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p16

¹³ France Inter, La Terre au Carré (30/06/23)

en absence de menace, ont ainsi été largement documentés et particulièrement depuis les manifestations contre la réforme des retraites.

« Ils n'ont pas le monopole de la qualification de la violence, les projets d'infrastructures écocidaires au nom d'intérêts privés sont violents, le système capitaliste, post-colonial et discriminatoire est violent, le réchauffement climatique, l'extinction massive de la biodiversité est violente » disait Bellule, militante des Soulèvements

S'il m'est donné de décrire la répression subie par les Soulèvements pour en tirer les composantes de leur identité collective, et que les activistes brandissent la notion de contre-violence face à la violence du système pour légitimer leurs actions, je ne peux m'abstraire du contexte particulier qui était celui de mon passage à Nantes lors duquel les Soulèvements ont fait face, non seulement aux arrestations, convocations en gendarmeries, à la dissolution, mais également à l'assassinat de sang-froid du jeune Naël, adolescent noir de 17 ans, par la police et des « émeutes » qui s'en sont suivies. Les Soulèvements ont été parmi ceux qui ont soutenu les « émeutes » tant par la parole que par leur présence dans les rues. Les propos suivants sont retranscrits des notes que j'ai prises la nuit du 28 juin :

L'atmosphère est lourde, triste, colérique, explosive. Par moments le centre-ville disparaît sous une épaisse fumée lacrymogène. Les arrêts de transports, les poubelles, les écoles, les commissariats, sont en feu. Des bouteilles en verre s'écrasent sur des symboles du capital et de l'Etat. Les policiers et gendarmes présents en masse sont suréquipés, énormes, armés, terrifiants. Les banlieues, elles, sont le théâtre nocturne des affrontements. Théâtre d'une tentative de maintenir et de réprimer une colère parfois déraisonnée mais légitime, incomprise, et sans réponse. Là-voilà, la violence ! La violence c'est d'arracher un jeune homme à la vie, d'arracher un fils à une mère. C'est de tirer sans être menacé, la violence c'est un meurtre pour un refus d'obtempérer.

Pour conclure cette section sur la violence et la contre-violence, voici un texte d'Hélder Câmara tiré de *On ne dissout pas un soulèvement* qui illustre parfaitement les représentations de la violence que j'ai perçues lors de mon terrain d'observation :

« Il y a trois sortes de violence.

La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés.

La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première.

La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres.

Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. »¹⁴

La dernière facette de l'identité collective, qui a été étudiée au travers de ce terrain d'enquête, est la manière dont le mouvement des Soulèvements de la Terre crée et met en pratique une contre-culture, un contre-modèle de vie et d'organisation sociale au travers des interactions entre ses militant·e·s.

¹⁴ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p153

7. Contre-culture

Quel modèle alternatif les Soulèvements proposent-ils ? A la question de la contre-culture, deux concepts émergent de concert : l'autonomie et la subsistance. Je tacherai dans cette section d'en expliciter les sens révélés par les données et les lieux dans lesquelles ils s'incarnent. La contre-culture ne se limite néanmoins pas à ces éléments de structure de l'organisation sociale. Il s'agit également d'un ensemble de comportements et symboles permettant de créer des repères culturels communs. Enfin, cette contre-culture est également soutenue par des idéaux qui lui donnent toute sa consistance.

7.1 Autonomie et Subsistance

La forme d'action territorialisée pratiquée par les Soulèvements permet de renouer avec des enjeux vitaux tels que la terre, l'eau, leur usage, les modes d'habiter et de se nourrir. Une aspiration de ce mouvement est de reconstruire des formes d'autonomie politique et matérielle en retrouvant une capacité d'auto-décision et d'auto-organisation de nos conditions de subsistance, notamment au travers de l'agriculture paysanne, m'explique Michel, habitant de NDDL. Jérôme Baschet complète l'approche de l'autonomie dans sa dimension relationnelle dans « On ne dissout pas un soulèvement ». Elle ne peut être conçue « *dans le déni des interdépendances. Elle œuvre à rebours de l'individu atomisé et dissocié du maillage relationnel qui rend son existence possible. Elle se déploie dans la pleine reconnaissance des entrelacements interspécifiques sans lesquels aucune vie, humaine ou non humaine, ne peut prospérer* »¹⁵.

- L'autonomie politique

L'autonomie politique est revendiquée au sein du système contre-culturel que les Soulèvements pratiquent et souhaitent voir éclore. Jérôme Baschet propose une forme d'autogouvernement populaire avec ses assemblées et ses conseils élus à un niveau communal. Il les voit comme des instances et règles partagées pour faire vivre les communs, avec une attention particulière à la déspecialisation des tâches, à la révocabilité des mandats, à la constante recombinaison entre les tâches temporaires de prise de décision et les milieux de vie dans lesquels elles sont ancrées. Léna Lazar évoque le système du municipalisme libertaire de Muray Boukshin pour retrouver une démocratie fondée sur le pouvoir local.

Quel que soient les inspirations politiques des un·e·s et des autres, l'ensemble des témoignages sur l'autonomie politique porte en commun le projet de construire localement des réseaux de solidarités qui s'organisent depuis la base et s'affranchissent des normes et de l'économie de marché. Il s'agit d'ériger des institutions démocratiques participatives alternatives en tissant des liens sociaux fondés sur l'expérience d'un autre rapport au monde, un rapport ancré au territoire permettant de penser localement les enjeux politiques, éthiques et matériels de vie en commun.

- La subsistance

« *La subsistance est un concept qui a été ringardisé par la modernité* » disait Benjamin, paysan maraîcher valenciennois syndiqué. D'abord, les savoirs vernaculaires paysans ont été discrédités, accusés de rétrogrades ; ensuite la société a été convertie aux promesses qu'une vie meilleure l'attendait au travers du capitalisme marchand qu'au travers de l'accès aux communs et à la maîtrise de sa subsistance ; enfin les adversaires de cette trajectoire de société ont été réprimés.

Les Soulèvements voient en la dépendance envers le système industriel pour se nourrir et se loger, la raison même de l'impuissance collective à penser et mettre en mouvement une nouvelle trajectoire sociétale. Un constat est largement partagé : il faut retrouver la maîtrise de nos conditions de subsistance. Et puisque (pour les zapatistes) « *la terre est la base matérielle de l'autonomie* »¹⁶, cela passe notamment par l'agriculture

¹⁵ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p25

¹⁶ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p24

paysanne. C'est une agriculture intense en travail humain, libérée des produits phytosanitaires et des maladies qui les accompagnent. C'est une alimentation abordable saine et localisée. Ce sont des terres cultivées diversifiées qui permettent une symbiose avec la biodiversité. Mais bien plus encore, lorsque des paysan·ne·s à l'image de Benjamin en parlent, iels la décrivent comme un système porteur de sens et de joie dans la maîtrise de nos conditions de subsistance et dans ce rapport intime au vivant. De nombreux·ses paysan·ne·s évoquent l'oscillation saisonnière pour les habitants des villes afin de combler les besoins de main d'œuvre lors des périodes agricoles intenses.

Ces oscillations saisonnières permettraient ainsi de réenchanter les liens à la terre, d'ancrer les activités festives et rituelles liées à la subsistance en apprenant à renouer avec les cycles. Les liens tissés de cette façon, par le travail collectif, la solidarité, l'autonomie, seraient propices à jeter les bases de cette contre-culture.

7.2 Lieux dans lesquels s'incarnent la contre-culture

- Les Collectifs locaux en lutte

Lors de l'entretien mené avec LTDLS, Sylvain relevait que les Soulèvements ont amené toute une réflexion sur le travail collectif, la mise en commun des savoir-faire, la gestion de la parole, du débat avec des éléments pour mettre chacun·e à l'aise, des éléments d'inclusivité et de féminisme. Bertille met en avant le fait que le collectif s'est nourri de ces façons de fonctionner.

- Les camps

Les camps qui sont montés à l'occasion de chaque mobilisation ou rassemblement sont des lieux privilégiés au sein desquels l'autonomie et la subsistance sont mises en pratique. Véro - militante nantaise des Soulèvements : « *Lorsqu'on fait un camp, qu'on se rassemble, qu'on pense ensemble, on construit le monde qu'on aimerait voir naître. On est 30.000 sur un camp, on se respecte, on dépense peu d'eau, on est capable de s'organiser, de discuter, de construire ensemble. C'est un moment de construction et c'est une force de proposition. Ça nous rend heureux, sereins* ».

La gestion de camp a pris une place inattendue dans mes notes d'observation. Lors de la mobilisation en Maurienne contre le projet de TGV entre Lyon et Turin, je suis arrivé tôt et j'ai ainsi participé au montage complet du camp. J'ai aidé au montage des chapiteaux, à la signalétique, à l'installation de l'électricité, à l'épluchage et la découpe des légumes. Des camions appartenant à des militants arrivaient et la somme du matériel et des savoirs faire (en électricité, menuiserie, etc.) de tous et toutes ainsi que les bras à disposition ont permis de monter le camp. Car pour monter un camp capable d'accueillir des milliers de personnes, il faut pas mal de bras, d'organisation, de matériel. La force émanant de la solidarité, de la mise en commun de nos moyens et savoir-faire, de la responsabilité individuelle d'aider sur des tâches nécessaires (telles que la gestion des toilettes sèches, cuisine, vaisselle, montage de chapiteaux, équipe médicale, surveillance des violences sexuelles et sexistes, etc.) m'a fort impressionné.

A l'occasion de ces camps, on voit se pratiquer une certaine autonomie matérielle solidaire, se pratiquer un autre monde. La vie en collectivité donne du sens à ces tâches et fait oublier leur aspect parfois pénible. Ce sentiment d'autonomie dans l'organisation collective est puissant et est un aspect fondamental de la construction de l'identité collective du mouvement. Elle trouve un de ses fondements dans cette capacité à mettre en réseau des artisan·e·s, des cantinier·e·s, des activistes, des luttes locales, des intellectuel·le·s, naturalistes, scientifiques, politiques, menuisier·e·s, artistes, écrivain·e·s, derrière une lutte que tou·te·s considèrent comme essentielle et contre un projet que tou·te·s considèrent comme mortifère ; et en parallèle d'être capable de mêler tous ces savoir-faire pour construire, le temps de quelques jours, un laboratoire de vie alternative.

Un exemple édifiant de cette dynamique est l'organisation des repas dont les collectifs de cantiniers et cantinières en lutte sont responsables. Avec un soupçon d'anticipation, ils s'approvisionnent auprès de producteurs locaux et de nombreuses personnes participent à l'épluchage, à la découpe, à la cuisson et au service

sous la supervision des cantinier·e·s. Les repas sont à prix libre et un panneau est affiché pour indiquer le prix coutant par personne pour l'achat des aliments.

- Les assemblées

Que ce soit au sein des camps ou lors des interactions quotidiennes entre les militant·e·s, les assemblées telles que les assemblées générales (AG) sont un second lieu d'expression particulière de cette contre-culture. Lors de la mobilisation du *festival des bâtons dans les routes* vers Rouen, j'assistais pour la première fois à une AG inter-comités des Soulèvements. Le contenu des discussions nous intéresse ici moins que leur forme. Pratique déjà répandue dans les mouvements sociaux écologistes altermondialistes, un·e médiateur·rice et un·e gardien·ne du temps sont désigné·e·s. Chaque comité se présente et la discussion commence par une prise de température des émotions des participant·e·s. Le langage est à l'inclusif, la prise de décision au consensus. Un système de réaction par les gestes est largement utilisé pour faciliter la circulation de la parole en évitant la cacophonie et le parasitage de la discussion. Les assemblées sont des temps d'apprentissage et de renforcement de la pratique du débat démocratique.

- La Zad de NDDL

Les territoires entrés en résistance sont eux-aussi des lieux d'expérimentation de démocratie participative, de vie alternative. Benoit Feuillu - habitant de NDDL - porte en lui l'espoir de luttes victorieuses permettant la création d'un réseau de solidarité qui habite plus densément le territoire au travers de l'installations de paysan·ne·s, de la création de lieux de rencontre, de communautés, etc. Lors de ma visite de NDDL, j'ai relevé beaucoup de parcelles de maraîchage agroécologique, de la polyculture-élevage, des chantiers participatifs, une bibliothèque, une conserverie, une scierie, une forge. Les espaces de vie sont multiples, parfois très proches, parfois espacés, parfois de plusieurs kilomètres. Au même titre que les lieux de vie, certains lieux d'activité sont partagés, et ce entre différents usages (une flexibilité que ne permettent pas les normes foncières). Les ressources sont en gestion collective.

Il est à noter que lors de la régularisation de la Zad en 2018, de fortes tensions se sont fait ressentir entre plusieurs postures. Après avoir lutté ensemble pendant des années, des membres de la Zad se sont déchirés entre un camp dit « légaliste » et un camp dit « jusqu'aboutiste ». Malgré le parapluie des Soulèvements sous lequel les bannières s'unissent, ces dissensions font partie de la vie de tout mouvement social et réapparaissent fréquemment dans les échanges et les préparations d'action.

7.3 Pratiques contre-culturelles

La contre-culture s'incarne dans des pratiques rituelles et symboliques. Le drapeau des Soulèvements en est un, le langage inclusif un autre. Faire la fête le soir du camp peut également être compris comme tel car les artistes sont disruptifs et la soirée est rythmée par la reprise de slogans par la foule entière, permettant de créer un sentiment d'unité au travers d'un ensemble de repères culturels communs. Le naturalisme dans les mobilisations et dans les camps représente une pratique également ressentie comme essentielle et permet de reconnecter les êtres humains au vivant. Le Collectif des *Naturalistes des Terres* témoigne : « *Nous transmettons notre émerveillement aux petit·e·s et grand·e·s lors de sorties naturalistes, avec l'espoir d'en faire des complices relié·e·s à la vie sauvage* »¹⁷.

La base arrière est un groupe de militant·e·s qui réfléchissent à l'inclusion et la prise en charge du soin, qu'il soit légal, psychologique ou physique. Puisque la répression peut être violente et qu'au sein des luttes, les mêmes schémas de domination qui sont combattus peuvent parfois être reproduits, les Soulèvements érigent en priorité la culture du soin. Soin de soi-même, des pratiques, des collectifs et des relations. La base arrière est incarnée par différents groupes : la Legal Team ; le Riot Fights Sexism (RFS) afin de lutter contre les violences

¹⁷ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p105

sexistes et sexuelles ; l'équipe médicale assurant le soin sur le camp mais aussi durant la manifestation ; le soutien psycho-émotionnel permettant des espaces de respiration, la mise en place d'écoute active et de suivi ; la garderie afin d'accueillir des enfants durant les temps de manifestation et de permettre aux parents d'y participer sans faire prendre de risque à leurs enfants ; et le pôle anti-validiste pour penser des espaces plus accessibles et sensibiliser au validisme. Cette pratique de la culture du soin manifeste une attention particulière aux différentes luttes altermondialistes, au respect de leurs identités, et une volonté de faire converger leurs existences.

7.4 Idéal des Soulèvements de la Terre

A ce stade, nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises ces valeurs fondamentales qui font l'identité des Soulèvements. La culture du soin développée ci-dessus englobe une volonté de lutter au sein des relations dans le mouvement contre les schémas de domination patriarcaux, racistes, discriminatoires. Cette priorité du mouvement peut être mise en parallèle avec la dimension très ouverte et inclusive de sa composition. Rassembler la gauche écologiste radicale, faire converger les luttes pour les réunir dans un même « peuple terrestre », dans une ontologie des relations tissées au milieu semble être un idéal du mouvement.

- La convergence des luttes

Virginie Maris - philosophe au CNRS et membre du *Comité national de la biodiversité* - étudie dans ses travaux le courant de l'écoféminisme, très répandu au sein des Soulèvements. Elle le définit comme l'histoire « *d'un arbre ancestral et tortueux. Ses racines sont profondes. Elles plongent dans la sombre histoire de l'oppression des femmes et de l'exploitation de la nature. Du sexocide des sorcières aux assauts de la science moderne qui, sous la plume de Francis Bacon, pensait « la nature comme une femme publique » et se donnait pour mission de « la mater, pénétrer ses secrets et l'enchaîner selon nos désirs », la modernité s'est construite sur une détestation commune des femmes et de la nature.*

Son tronc est large et puissant. Il déploie la critique minutieuse de ce que Val Plumwood appelle la « logique du dualisme » : dominations croisées des humains sur la nature, des hommes sur les femmes, des Européens puis des Occidentaux sur les autres peuples, comme autant de facettes d'une même structure oppressive qui se soutiennent et se renforcent mutuellement »¹⁸.

De même, Malcolm Ferdinand - chercheur au CNRS sur les interactions entre l'histoire coloniale et les problématiques environnementales dans le cadre caribéen - rappelle qu'une remise en cause conséquente du système ne peut se faire sans prendre en compte la fracture coloniale. Les départements d'outre-mer concentrent 80% de la biodiversité française et sont laissés à l'écart de toute politique écologique alors qu'il y règne en plus une situation socioéconomique très préoccupante. Alors que plus de 90% de la population antillaise est contaminée par le pesticide chlordécone arrivé par des exportations de la France lorsque celui-ci était interdit sur son territoire, la lutte écologiste ne peut faire l'impasse sur l'histoire coloniale de la France. Il théorise le racisme comme un refus d'habiter la terre.

Ainsi, « *il n'y a pas de soulèvements de la terre sans l'inclusion des siècles d'esclavage et de colonialisme qui posent les fondations d'un racisme environnemental avec leurs politiques d'extraction, de dépossession, de génocides, de déportation et d'exploitation, ravageant peuples et terres de manière jusque-là inégalée. Des terres sont dévastées, des mines ouvrent grand les veines de la planète, des forêts sont à jamais perdues, des savoirs sont pillés, des villes détruites, des trésors volés, des millions de personnes déportées en esclavage »¹⁹ dit Françoise Vergès, politologue et militante féministe décoloniale française.*

¹⁸ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p56

¹⁹ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p59

Lors d'une conférence de Fatima Ouassak - consultante en politiques publiques, militante écologiste, féministe et antiraciste française - sur l'écologie en quartier populaire à la mobilisation du *festival des bâtons dans les routes* à Rouen, plusieurs pistes de mesures d'écologie décoloniale sont évoquées telles que l'accueil sans condition, la libération de la méditerranée, la reprise de terres, la liberté de circulation et d'installation sans condition. Quelques personnes se sont exprimées à la fin de la conférence et on a pu y compter quelques profils encore trop peu nombreux faisant le pont entre une jeunesse occidentale blanche relativement aisée ou précaire, et des jeunes issus de la migration, vivant les stigmates du racisme d'Etat.

L'écologie en quartier populaire est une thématique largement oubliée des mouvements sociaux de résistance écologique occidentaux. On pointe souvent du doigt leur gentrification très blanche sans pour autant arriver à agir sur ses causes. Bien qu'héritiers de cette conjoncture, ces interventions montrent que les Soulèvements ont à cœur de traiter une écologie radicale décoloniale, qu'ils portent un projet qui s'étend bien au-delà du renoncement à quelques projets d'infrastructures nocifs vers un combat de société contre tout type de discrimination.

- Une ontologie du vivant

Les Soulèvements, par la convergence des luttes qu'ils défendent, par l'inclusion et la culture du soin, réactivent des valeurs de coopération, de solidarité en tant que pratiques politiques et valeurs interactionnelles. Par leur contre-culture ils réenchangent le monde vivant et font prendre corps à la lutte. Les Soulèvements appellent à un ensemencement des luttes sociales, féministes, écologistes, anti-racistes dans des territoires, appellent à les habiter, à composer et à faire *monde*. Ils appellent à reconnaître cette diversité unie dans une ontologie d'un peuple terrestre en résistance : « Nous sommes la nature qui se défend ».

Les Soulèvements de la Terre réaniment ce qui nous lie au monde vivant, ils empruntent à la philosophie pour balayer la distinction entre nature et culture et tenter de se mettre à l'écoute du milieu duquel nous dépendons. Ils revisitent la fiction utilitariste de la nature et mobilisent l'approche du « corps territoire » des féministes amérindiennes et latino-américaines pour « nommer la relation intrinsèque qui lie leur corps singulier et celui de leur communauté à des territoires multi spécifiques, pour combattre un pouvoir patriarcal et colonial en affirmant la puissance d'un corps collectif, pour défendre et soigner le lien vivant qui les unit aux autres formes de vie »²⁰.

²⁰ On ne dissout pas un soulèvement (2023). Éditions du Seuil, p134

Comme indiqué dans la méthodologie, j'ai représenté les résultats obtenus de la codification des données récoltées lors du terrain d'enquête et de leur analyse thématique par la carte conceptuelle du narratif de l'identité collective des Soulèvements de la Terre ci-dessous. Elle servira de base à la construction de la discussion.



- Bleu foncé** : concept structurant
- Rouge** : concept de liaison
- Vert** : concept transversal
- Violet** : Thème
- Bleu clair** : code

Figure 4 : carte conceptuelle de l'identité collective des Soulèvements de la Terre

Chapitre 7 : Discussion

L'objectif de ce mémoire est de proposer une discussion en réponse à la question de la mesure dans laquelle les Nouveaux Mouvements Sociaux et en particulier les Soulèvements de la Terre, renouvellent l'identité collective du mouvement écologiste radical en France. Pour ce faire, il me semble nécessaire d'amorcer celle-ci par une recontextualisation en vue de situer le mouvement comme représentatif ou non de la branche radicale de l'écologie politique. J'élaborerai par la suite trois pistes de discussion à partir de la carte mentale qui retrace le narratif global de l'identité collective des Soulèvements. On peut y relever deux concepts structurants, *la stratégie et le contexte politique polarisé*, un concept de liaison, *violence et contre-violence* et un ensemble de concepts transversaux représentant *les idéaux de convergence des luttes* et une pensée philosophique *ontologique du vivant*. Ensemble, ils sont à même de lier tous les autres concepts.

Dans une première piste de discussion, je rassemblerai tout d'abord les éléments nouveaux issus du *contexte politique* et ceux du code *violence et contre-violence* influant sur l'identité collective des Soulèvements car ils décrivent la polarisation politique à l'œuvre. J'aborderai ensuite la seconde piste de discussion par l'angle *stratégique*, en confrontant en quoi les choix relatifs à la forme du mouvement, ses moyens d'action, ses enjeux de lutte et sa composition, tentent de dépasser les limites qui sont celles de la mouvance écologiste radicale. Enfin, parmi les concepts transversaux il y a une pensée philosophique caractérisée par une ontologie des relations de l'humain avec son milieu. Cette pensée prend vie à travers la sémantique identitaire incarnée par les slogans « nous sommes les soulèvements de la terre » ; « nous sommes la terre qui se soulève » ; « ce qui repousse partout ne saurait être dissout ». L'enquête de terrain s'étant peu attachée aux origines et au sens philosophique de cette pensée sous-jacente, nous discuterons en dernier lieu de ses implications sur l'identité collective du mouvement écologiste radical en France.

1. Les Soulèvements de la Terre en tant qu'héritiers de la frange radicale de l'écologie politique

Afin de situer le mouvement des Soulèvements dans les courants de l'écologie politique, une rétrospective succincte de son histoire s'impose en complément des éléments abordés lors de la partie théorique sur les NMS écologistes (Cf. Partie 1, chapitre 1.3).

Il faut attendre les années 1960 pour observer l'émergence de deux courants de pensée qui sous-tendent le mouvement écologiste radical, et ce jusqu'à aujourd'hui : la *deep ecology* et la *social ecology* (Gattolin, 2006). La *deep ecology* fut théorisée par Arne Naess en 1973 en opposition à la *shallow ecology*. Il s'agit d'une écologie radicale qui porte un regard critique sur le capitalisme, qui s'appuie sur une posture postmarxiste anti-classiste tout en s'attaquant aux pollutions liées à l'économie industrielle. Elle s'oppose à l'humanisme anthropocentrique des lumières dont notre époque est marquée. Elle revendique une profondeur de l'être dans son interdépendance aux relations qui lui précèdent et qu'il tisse avec son environnement. Les organisations et groupes se réclamant de la *deep ecology* utilisent des modes de mobilisation classiques telles que les manifestations, le plaidoyer médiatique et juridique mais également des tactiques engagées et parfois illégales telles que la désobéissance civile, les blocages, le boycott, le sabotage, etc. Le courant de la *social ecology* trouve ses fondements dans les travaux de Murray Bookshin (1982). Il se base sur une hybridité des revendications écologistes et des luttes contre les inégalités sociales de la gauche américaine. Il constituera les prémices des alliances avec d'autres mouvements sociaux de contestation.

En France, des catastrophes industrielles telles que la pollution du Rhin par des rejets chimiques en 1969 retiennent l'attention de l'opinion publique pour l'écologie. Emerge ainsi une génération de journalistes, écrivains, scientifiques, qui diffusent les idées écologiques et leurs liens avec le social. D'un autre côté, les groupes et associations militantes, parmi lesquelles *Greenpeace* et *Les amis de la terre*, arrivent en France et orchestrent la médiatisation systématique des scandales environnementaux, ainsi que des manifestations massives, des actions de désobéissance civile et des campagnes jadis contre le nucléaire civil et militaire. (Villaba et Ollitrault, 2014)

Dans les années 1970, d'autres groupe plus « grassroots » s'ouvrent à des pratiques de luttes plus offensives et majoritairement non-violente. En 1971, la lutte des paysans du Larzac contre le projet d'extension du camp militaire constitue un point nodal des mouvements de protestation en France. Elle va rassembler les luttes antimilitaristes, antinucléaires, régionalistes, écologistes, et féministes. Non-violente, mobilisant des moyens d'action diversifiés et engagés (la désobéissance civile, les occupations, blocages, la justice, les manifestations médiatiques), ancrée au territoire et dans le social, définissant des cadres d'injustice et des responsables clairement désignés, la lutte du Larzac a fortement retenti dans les médias. Ce territoire reste jusqu'à aujourd'hui une importante terre de lutte dont l'expérience a été fondatrice de l'identité des mobilisations écologistes en France (Franquemagne, 2009). Les Soulèvements étant un réseau avec lequel des ONG comme *Greenpeace* et *Les Amis de la Terre* créent parfois des synergies et auquel elles manifestent leur soutien - réseau dont une des composantes principales est la *Confédération Paysanne*, elle-même actrice de la lutte dans le Larzac - on voit un début de filiation se tisser.

L'écologie politique ne prend la forme d'un réel mouvement social portant un projet global de transformation des rapports sociaux entre humains et non-humains que dans les années 1970 avec la publication du rapport Meadows « *Halte à la croissance* » en 1972 et la mise en place du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) (Larrère, 2018). Les écrits scientifiques sur les relations entre problèmes environnementaux et système productiviste, entre problèmes environnementaux et inégalités de développement, élargissent la conscience écologiste et renforcent la critique du modèle capitaliste. L'écologie politique s'offre alors une place idéologique en tant que vision de société alternative vectrice des mouvements de contestation altermondialistes, entre le capitalisme et le socialisme marxiste, tous deux disqualifiés par une obsession productiviste (Gattolin, 2006). C'est à ce moment que les gouvernements mettent en place des ministères de l'environnement tandis que les premiers partis verts font leur apparition.

C'est sous le gouvernement Pompidou que le ministère de l'Environnement est institué. La répartition de ses compétences témoigne de la portée restrictive de l'écologie de gouvernement. Il n'a la charge propre que de quelques thématiques, majoritairement la qualité de vie et la gestion des espaces naturels. Le reste des compétences relatives à l'air, l'eau, l'océan, les industries, etc. sont partagées avec les autres ministres qui disposent d'un meilleur budget et s'ancrent par leurs appartenances politiques dans une tradition développementaliste (Villaba et Ollitrault, 2014). Le *Sommet de la Terre* de Rio (1992) entérine la notion de *développement durable* comme un schéma de gestion écologique dont va largement s'emparer l'Etat. Il combine développement économique, justice sociale, et respect des écosystèmes. Construisant sur la distinction de Naess (Cf. *Supra*), ses héritiers distinguent une approche managériale de la crise environnementale, selon laquelle il n'est pas nécessaire de modifier les façons de produire et de consommer, d'une approche holistique qui ne peut être menée à bien sans un changement radical des rapports humains entre eux, à la nature et aux modes d'organisations de la vie en société. Cette distinction est encore celle entre une durabilité faible et une durabilité forte du développement, celle entre transition et sobriété énergétique, celle entre écologie de gouvernement et écologie radicale (Larrère, 2018). Ce clivage est à l'origine du contexte de polarisation politique au présent et de tension extrême autour du traitement des enjeux toujours plus brûlants du changement climatique et de l'extinction de la biodiversité.

Les années 1970 voient l'arrivée des premiers partis écologistes sur les listes électorales. Les débats sont vifs tant le mouvement est divisé entre ceux désirant investir le champ politique et ceux refusant une collaboration au sein du système. Les premiers partis dits « verts » européens, à l'image d'Ecolo en Belgique ou Grünen en Allemagne, s'inscrivent dans un esprit antisystème de mouvement social et s'appuient sur cette base électorale. L'intégration de coalitions de gouvernement à partir de 1997 en France aura néanmoins pour effet de normaliser leurs pratiques et de les contraindre à un réalisme et à une coopération inconciliable avec une écologie radicale. (Gattolin, 2006)

De même, les ONG se professionnalisent, l'expertise y prend une place croissante. Leur répertoire d'action mute vers des modalités bien vues de l'opinion publique comme l'action en justice et l'organisation de campagnes centralisées. Leur identité perd en radicalité au profit des alliances avec des entreprises et de leur situation de lobby dans les institutions (Villaba et Ollitrault, 2014). Elles occupent une position médiane hors du champ d'action politique révolutionnaire.

Depuis les années 1990, on observe un renouvellement de l'activisme écologique sous la forme de multiples groupes qui apparaissent et disparaissent. Les militant·e·s naviguent d'un groupe à l'autre et emmagasinent de l'expérience. Ces groupes sont caractérisés par un fonctionnement horizontal, un refus du leadership, des moyens d'action facilement reproductibles, sont ancrés dans la désobéissance civile, une créativité artistique, des pratiques festives. Citons par exemple les *Masses Critiques* (vélorutions) ou les groupes de détournement publicitaire qui se multiplient en Europe. Dans la succession de ceux-ci, les années 2018-2019 voient naître des groupes tels qu'*Extinction Rebellion* et *Youth For Climate*.

Complémentaire à cette nébuleuse activiste désorganisée en constante recomposition, se trouvent des groupes du mouvement altermondialiste de résistance, plus ancrés au territoire, dont on prend souvent les zapatistes du Chiapas pour exemple. (Gattolin, 2006) En France, ils se composent d'une diversité de collectifs locaux en lutte contre des injustices environnementales et projets d'infrastructures industrielles. Une diversité d'initiatives citoyennes localisées réclament une certaine autonomie politique et matérielle au travers de systèmes d'économies locales solidaires avec des monnaies locales, de la participation citoyenne, de l'agroécologie, etc. (Larrère, 2018). Le début de l'occupation de la Zad de NDDL marque la réunion en un seul lieu de la lutte écologiste pour la préservation d'un territoire et de la construction d'une vie selon une contre-culture alternative.

Les Soulèvements de la Terre, par leur composition, montrent qu'ils ont réussi à réunir sous une bannière pour faire front commun : le mouvement climat activiste très urbain, les groupes altermondialistes de lutte ancrés au territoire ou/et de création d'une vie alternative, les syndicalistes de la *Confédération Paysanne* et plus encore, des groupes féministes, antiracistes. Ils ont le soutien d'une partie significative de la communauté scientifique et même de personnalités politiques des partis écologiques et de la NUPES. Ainsi les Soulèvements confirment la thèse de Flesher Fominaya (2010) qui avance que l'identité collective d'un mouvement peut exister malgré une forte composante identitaire à l'échelle des groupes qui le composent (Cf. Partie 1, Chapitre 3.3). Ils font place à une diversité de moyens d'action parmi lesquels des plus offensifs. Ils portent des combats politiques depuis une réalité matérielle locale ancrée au territoire jusqu'à l'échelle nationale. Ils défendent une écologie radicale, sociale, inclusive, transformative de nos relations entre humains et avec les milieux que nous habitons. Ils revendiquent une autonomie politique et matérielle fondée sur la subsistance. Alors que le début du XXI^{ème} siècle était marqué en France par un morcellement identitaire du mouvement écologiste radical, entre une institutionnalisation de partis politiques, d'ONG, et la coexistence d'une multitude de groupes dispersés se rencontrant à l'occasion d'événements tels que les marches pour le climat depuis 2014, les Soulèvements semblent aujourd'hui former un réseau assez exceptionnel tout indiqué pour en représenter l'identité.

2. Une identité collective façonnée par un contexte politique polarisé

Le lien unissant le mouvement écologiste radical à l'Etat, tel qu'il est aujourd'hui, est celui d'une histoire d'antagonismes entre deux visions de l'écologie comme exposé ci-dessus. Ceci constitue un héritage historique sur lequel se superpose une situation contemporaine particulière : l'urgence climatique et l'extinction de la biodiversité qui constituent des motivations d'engagement de plus en plus fortes à même de tordre le champ gravitationnel des mouvements sociaux jusqu'à y rallier scientifiques et intellectuels.

1. Polarité du champ politique

Malgré les traités internationaux, malgré l'Accord de Paris à la COP 21, les émissions n'ont décliné que lors de la crise financière de 2008 ou de la période du Covid-19. Qu'il s'agisse du Grenelle de l'environnement²¹ en 2007 ou de la Convention citoyenne pour le climat en 2019, les tentatives de démocratie environnementale n'ont abouti à aucune avancée législative substantielle. De même, lorsque les citoyen·ne·s s'opposent démocratiquement à un projet d'infrastructure, la force publique trouve le moyen de contourner les enquêtes publiques et études d'impact environnementales comme nous l'avons vu avec les collectifs en lutte LVEL et LTDLS. L'état est condamné à deux reprises pour inaction climatique par la justice en 2021. Les rapports du *Haut Conseil pour le Climat* de 2022 et 2023 accusent le manque d'ambition politique du gouvernement. Et une proportion croissante de la population, en particulier de la jeunesse, est atteinte de solastalgie.

D'un côté, l'urgence ressentie et l'impasse politique dans laquelle se trouvent les institutions poussent donc le mouvement à la radicalité et notamment à réactiver des pratiques de luttes disruptives telles que le désarmement. De l'autre, le gouvernement d'Emmanuel Macron est en proie à une profonde crise démocratique. Un taux d'abstention record aux présidentielles, un nombre impressionnant de ministres mis en examen (dont le garde des Sceaux lui-même), autant de remaniements, une crise sociale des gilets jaunes réprimée, une crise socio-démocratique de la réforme des retraites réprimée, un soulèvement écologique réprimé. Les deux camps semblent imperméables.

L'identité collective du mouvement écologiste radical est façonnée par ce contexte de polarité extrême. Les mutilations policières devenues fréquentes, l'ouverture de la *fenêtre d'Overton*²² à l'extrême droite par l'emploi de la sémantique terroriste, et la dissolution pour la première fois dans l'histoire d'un mouvement écologiste sur un fondement antiterroriste ne présagent pas un apaisement mais un accroissement de la tension politique, du clivage et de la violence tant physique que judiciaire et symbolique. Le concept de liaison *violence et contre-violence* dans les résultats de l'enquête traduit cette bataille communicationnelle de la qualification de la violence. Ces événements politiques sont en train de façonner l'identité collective du mouvement au présent. Les Soulèvements de la Terre ont su se saisir de l'opportunité médiatique que leur offrait le gouvernement et depuis n'ont cessé de s'agrandir et se renforcer. La criminalisation du mouvement fonctionne assurément sur une partie de la population. Néanmoins la répression devenue visible et palpable par beaucoup de ceux qui ne la connaissaient pas suite aux crises des gilets jaunes et des retraites, couplées à la popularité déclinante du Président de la République et à la difficulté croissante de nier la crise environnementale semblent être des éléments qui poussent la conjecture vers une plus grande acceptation sociétale du mouvement. La lutte et les mutations de son identité qui l'accompagnent sont en pleine recomposition. Bientôt la décision de justice quant au recours suspensif de la dissolution sera rendue. Dans une année aura lieu le procès pour déterminer la légalité de la procédure de dissolution. Ce sera alors un moment de vérité révélateur de cette polarité du champ politique et des parties en cause ainsi que de l'empreinte des Soulèvements sur leur société et sur le mouvement écologiste

²¹ Ensemble de rencontres politiques organisées en France en septembre et décembre 2007 visant à prendre des décisions à long terme en matière d'environnement.

²² Allégorie qui situe l'ensemble des idées, opinions ou pratiques considérées comme plus ou moins acceptables dans l'opinion publique d'une société.

radical. La décision de la justice provoquera certainement une nouvelle fois le mouvement au sommet de l'attention médiatique, elle fera précédent et selon qu'elle condamne ou justifie la dissolution, provoquera une nouvelle recomposition de l'identité de la lutte.

2. L'effet de la répression

Un article de Rune Ellefsen (2021) dégage des effets possibles de l'escalade de la répression d'un mouvement social. Elle soutient que dans un grand nombre de cas, l'escalade de la répression provoque des effets non voulus par l'opresseur. L'escalade de la répression peut augmenter à court-terme la pression sur les cibles du mouvement de protestation. Les forces de l'ordre, amenées à renforcer leurs dispositifs préventifs, engendrent une peur qui s'insinue alors chez les cibles en même temps que d'augmenter les coûts de sécurité. Les militant·e·s sont forcé·e·s de faire preuve d'une force d'innovation tactique accrue, ce qui renforce la pression sur les cibles. Evidemment, ces observations sont à interpréter à l'aune de la nature des cibles.

L'escalade de la répression peut également susciter la radicalisation des militant·e·s. Le contrôle excessif des mobilisations légales engendre une diminution des opportunités d'en réaliser d'importantes. La répression aveugle provoque la colère et confère une justification à la montée en tension du rapport de force. Un maintien de l'ordre de plus en plus répressif crée de l'insécurité parmi les manifestants, ce qui peut les faire hésiter à participer à des manifestations légales, et la criminalisation soudaine de formes de protestation auparavant légales limite les possibilités de protestation légale. Souvent, les conséquences involontaires de la répression semblent étroitement liées au fait qu'elle n'a pas seulement touché les manifestants qui enfreignent la loi, mais aussi ceux qui agissent de manière non violente et dans le respect de la loi dans le cadre d'un mouvement large.

Nous avons déjà observé une certaine radicalisation suite à l'impasse démocratique et aux méthodes de maintien de l'ordre en France, particulièrement depuis la mobilisation de Sainte Soline du 25 mars. Les résultats de l'enquête ont aussi révélé que les Soulèvements de la Terre portent une réflexion stratégique au sein du mouvement écologiste radical pour continuer à mener des actions impactantes et créatives tout en se protégeant de cette violence d'état. On observe aussi que la pression sur les cibles des mobilisations des Soulèvements a considérablement augmenté. Le sujet des mégabassines est monté en haut de l'agenda médiatique et politique, de nombreux·se·s expert·e·s se penchent sur la question de la gestion de la ressource en eau, certain·e·s récuse carrément l'efficacité de l'infrastructure et le modèle que les bassines servent (Grimonprez, 2022). La pression exercée par la FNSEA sur la procédure de dissolution a été révélée, fragilisant son image. Reste à observer si l'escalade de la répression provoque une telle insécurité, tout en limitant les formes légales de protestation, que les manifestants les plus pacifiques s'en trouveront suffisamment impactés pour abandonner cette forme de lutte et fragiliser le mouvement ou au contraire attirera d'avantage que le sentiment d'injustice se répandra dans la population. Nul doute que la répression impacte négativement les individualités. Néanmoins, la culture du soin a été mise en place pour tenter de palier à cet effet. Le mouvement faiblira-t-il par la répression en l'absence de politiques écologiques ambitieuses ? La question reste en suspens.

Sans certitudes, il est permis d'en douter tant les enjeux sont urgents et directement liés aux conditions d'habitabilité de la terre, tant les militant·e·s les vivent comme une violence dans leur chair, tant les courbes de l'horloge géologique du changement climatique et du baromètre des espèces sont en proie à une course effrénée vers des infinis, pour la première infiniment grands, pour la seconde infiniment petits. L'identité du mouvement connaîtra pourtant inévitablement de futures recompositions. Le contexte politique contemporain en France est particulièrement intéressant dans sa capacité à visibiliser une crise démocratique, sociale et écologique majeure, à rassembler contre un ennemi commun une nébuleuse de groupes contestataires, à l'origine plutôt dispersés et obligés de composer ensemble, de faire mouvement.

3. Une identité stratégique : la volonté de reconquérir des victoires politiques

L'activisme écologique depuis les années 1990 jusqu'à nos jours sous forme de multiples groupes en constante recomposition, comme les *masses critiques*, les groupes *Stop Pub*, *Extinction Rebellion* ou encore *Youth For Climate*, est soumis à plusieurs critiques qui mettent en lumière les limites d'une telle approche. Tout d'abord, cette forme d'activisme est souvent interprétée comme une « émanation de nature pré-politique » (Gattolin, 2006). Elle inscrit sa radicalité politique dans un projet de transformation sociétale mais sans plus nourrir d'espoir révolutionnaire. Il semblerait que leur spécialisation thématique et les aspirations parallèles de groupes altermondialistes à recréer des espaces sauvegardés d'autonomie politique et matérielle soient insuffisants à renverser le paradigme.

Cette limite puise ses sources dans la forme trop éclatée et divisée du mouvement, dans une lecture et une échelle de l'action considérée comme trop globale, centralisée, urbaine, et dans des moyens d'action inefficaces. Nous allons nous attacher à comprendre ces critiques plus en détail et à évaluer dans quelle mesure la stratégie des Soulèvements constitue une réponse à celles-ci afin de faire évoluer l'identité collective de la lutte écologiste radicale vers celle d'un mouvement éminemment politique capable de reconquérir des victoires politiques.

1. **Repenser la structure organisationnelle du mouvement**

Gerlach (2001) s'est attaché à étudier et décrit la structure des mouvements sociaux écologistes et de justice globale américains depuis les années 1960 sous la forme de « réseaux segmentés polycentriques ». Il s'agit d'un ensemble de groupes autonomes qui, au travers de liens idéologiques, d'ennemis et d'activités communes, de militant·e·s qui naviguent entre les groupes, constituent un réseau. Les groupes composites de ce réseau sont multiples, naissent, disparaissent, fusionnent, sont en constante recomposition. Le leadership quant à lui est multiple, participatif, horizontal.

Iels avancent l'idée que cette structuration est très efficace. Elle permettrait aux militant·e·s d'être acteur·rice·s de la lutte en sensibilisant et en challengeant le paradigme de société au plus près des citoyen·ne·s. Elle assurerait une meilleure pénétration de la société garantissant le soutien au mouvement d'un plus large spectre de strates socio-économiques et de groupes culturels. Elle conférerait au mouvement une capacité résiliente accrue afin de surmonter la répression et de le rendre difficile à dissoudre. Cette résilience rendrait encore le mouvement plus solide et fiable par la réplication des rôles et le chevauchement des mobilisations et des moyens d'action. Enfin, cette structure organisationnelle maximiserait les capacités d'adaptation du mouvement au travers d'une innovation tactique toujours renouvelée, d'une composition et d'objectifs diversifiés.

La structure présentée s'apparente tant à celle de la résurgence activiste depuis les années 1990 qu'à celle des Soulèvements. En quoi sont-elles différentes alors ? Qu'est-ce qui constitue une limite ? Il faut considérer l'importance du contexte. L'éloge de Gerlach des « réseaux segmentés polycentriques » porte sur les mouvements sociaux environnementaux depuis les années 1960 jusqu'à la fin du XX^{ème}. Il réitère la pertinence de cette structure d'organisation dans un texte de 1999 (Gerlach, 2001). Or le XXI^{ème} siècle a été marqué jusqu'à très récemment par la montée en force du mouvement écologiste radical. Ce n'est que dans les années 2020 que l'on constate l'épuisement général de celui-ci traduit par l'inefficacité des condamnations judiciaires, des initiatives de démocratie environnementale, des marches pour le climat et des formes d'activisme médiatique. On pourrait d'ailleurs questionner le rôle de la crise du Covid-19 dans un retour de l'autorité de l'Etat. Quoi qu'il en soit, la critique est toute récente et porte sur la nécessité de retrouver une unité au sein du mouvement pour faire front commun et porter un impact maximum. L'unité ne remet pas en cause l'efficacité des « réseaux segmentés polycentriques ». C'est une unité qui ne se solde pas par le gommage des identités plurielles mais par la composition, la liberté, la diversité, la mise en commun des forces et moyens. C'est dans une tentative de

répondre à ce morcellement que les Soulèvements de la Terre mettent en place une structure organisationnelle à la forme d'un un réseau de résistance.

2. Repenser l'échelle de l'action

Gilles Deleuze et Félix Guattari (1991) développent une géo-philosophie de l'écologie impliquant « une dynamique de déterritorialisation-reterritorialisation ». Celle-ci implique d'ancrer l'écologie politique à des échelles territoriales adaptées au traitement de ses enjeux. La mondialisation galopante a propulsé le mouvement écologiste à penser global, à vouloir agir à une échelle à minima nationale sans quoi les militant·e·s pensaient leur lutte vaine. Cela a amené dans le mouvement une lecture de la lutte très centralisée et accaparée médiatiquement par des groupes plutôt urbains.

Comme nous l'avons vu lors de l'analyse des résultats, des militant·e·s du collectif *Youth For Climate* (et bien d'autres) ont senti le besoin d'ancrer leur activisme, de changer la matérialité de la lutte, de toucher physiquement les infrastructures. C'est là que les Soulèvements innovent stratégiquement en reliant ce réseau de résistance à la multitude de collectifs locaux en lutte dans l'hexagone, Jonction de nombreuses fois visée et connaissant pour la première fois un tel succès. Fort d'être tirés par des zadistes de NDDL, qui ont eux depuis longtemps intégré l'importance du territoire dans la lutte, les Soulèvements construisent aujourd'hui une identité collective du mouvement depuis la défense d'un bocage ou d'une vallée jusqu'à porter à l'agenda médiatique et politique des enjeux de gestion des biens communs, de répartition des richesses, de rapport de production, d'autonomie, etc. Les Français étant culturellement très attachés à leur terroir dont chaque particularité régionale est vécue comme une réelle identité locale, la pertinence de cette échelle de l'action s'en trouve encore plus renforcée.

Non que l'échelle de l'action de *Greenpeace* en tant que lobby écologiste dans les institutions telles que l'Union Européenne ou même l'échelle médiatique des actions d'*Extinction Rebellion* ne soient pas les bonnes, elles sont complémentaires. J'observe simplement que la création d'un réseau national solidaire de résistance écologique a été grandement facilité par la rencontre des activistes et des collectifs locaux en lutte. L'échelle locale permet en outre de rendre une place première au rural et de tisser des liens entre paysans et activistes du climat. Ainsi l'identité collective du mouvement englobe encore les différentes attaches, connaissances du terroir et autres identités régionales. Ces modalités d'organisation ont su provoquer un impact sur le gouvernement, sur l'agro-industrie, sur les entreprises, qui était recherché et que le mouvement écologiste radical peinait à atteindre. Evidemment l'évaluation de l'impact ne peut s'abstraire de l'utilisation de moyens d'action hors du champ de la non-violence.

3. Repenser la non-violence

Le XXI^{ème} siècle est marqué jusqu'à aujourd'hui par deux tendances de lutte à priori contradictoires. On observe une frange de la mouvance écologiste radicale dont font partie *Alternativa*, *ANV-COP21*, *Extinction Rebellion*, qui érigent en principe de lutte la non-violence. Une autre frange du mouvement, quant à elle représentée par exemple par les Zad, se méfie et parfois rejette carrément la non-violence. Chacune des deux branches entre lesquelles semble se dessiner une ligne rouge possède son ouvrage de référence : *Le pouvoir de la non-violence. Pourquoi la résistance civile est efficace* (2011) et *Comment la non-violence protège l'État. Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux* (2005).

La branche non-violente s'appuie majoritairement sur le concept de désobéissance civile. Il renvoie à des formes d'actions dans la lignée de Ghandi, de Martin Luther King. Le groupe des faucheurs volontaires mené par José Bové se réclame de la pratique. La désobéissance civile s'apprend au cours de formations et camps tels que les « camps climat » permettant de socialiser les nouveaux·lles activistes à ses valeurs et à sa pratique. (Cervera-Marzal & Ollitrault, 2021). La désobéissance civile puise sa légitimité dans les grands combats de société de ses précurseurs et dans un fondement profondément démocratique : la défense de l'état

de nécessité (Bourg, 2021). Elle désigne une mobilisation publique, collective, illégale, non violente. La qualification de la violence est ici primordiale et, face à la popularité du concept, le sens de la « non-violence » s'est appauvri (Cervera-Marzal & Ollitrault, 2021). La preuve en est que le fauchage de champs était considéré comme « non violent » dans les années 1990, alors que l'action des Soulèvements qui consistait à arracher des plants de muguet et de mâche a été taxée d'écoterroriste, de violente et a été factuellement (peut-être pas politiquement) le point culminant valant aux Soulèvements une procédure de dissolution. La qualification de la violence a changé et « l'éco-sabotage » ou tout simplement la violence envers les biens entre maintenant dans le champ de la violence. La désobéissance civile a le vent en poupe. Elle serait efficace, radicale, festive et réprimée à minima. C'est une forme d'action cohérente que les jeunes adoptent massivement. Néanmoins, elle est apparemment incapable à elle seule de conquérir de grandes victoires politiques.

L'autre branche du mouvement adopte un constat auquel tous peuvent souscrire : celui qui appelle le plus à la non-violence, c'est bien le gouvernement. Dans l'histoire comme récemment, lors des mouvements des gilets jaunes, des retraites ou des Soulèvements, une différenciation est immédiatement faite entre les manifestants pacifiques et les casseurs, les instigateurs du chaos, les écoterroristes. Il se pourrait ainsi que cette distinction, et même les défenseurs de la non-violence servent en premier les intérêts de l'état. C'est la thèse que défend Peter Gederloos dans *Comment la non-violence protège l'Etat*. Il est important de préciser que la critique s'adresse uniquement aux activistes refusant catégoriquement la pluralité des tactiques et non à ceux qui décident de pratiquer leur activisme de manière non-confrontative.

« Pour en revenir au contexte démocratique, la désobéissance civile permet de rendre publique des enjeux qui seraient ignorés s'ils n'étaient pas présentés comme des scandales. Dans un contexte de radicalisation, il s'agit de se demander si certains groupes désobéissants et non-violents ne peuvent pas, à force de ne pas être entendus ou de subir la répression, finir par basculer dans des formes plus violentes » (Ollitrault, 2021). Tel est exactement ce qui s'est passé avec les Soulèvements. Par ailleurs, en rassemblant tant de collectifs et de groupes sociaux aux positions variées sur l'emploi de moyens d'actions dits « violents », en permettant leur coexistence au travers des principes de liberté et de diversité, ils inaugurent une rupture de la frontière entre violence et non-violence et réduisent les capacités d'instrumentalisation. Il paraît moins crédible de fustiger d'une violence extrême un groupe qui une fois arrache des cultures mais la fois d'après organise des balades naturalistes et construit des nichoirs pour les oiseaux. De même, le retournement sémantique opéré par le terme de « désarmement » participe à diffuser l'imaginaire de la contre-violence, de la légitime défense et donc à démocratiser l'identité du mouvement.

4. Une identité collective ontologique du vivant

Nous sommes les soulèvements de la terre

Cette maxime scandée partout recèle en son sein une incroyable richesse philosophique. Le champ lexical des liens relationnels, des interdépendances entre les composantes du monde vivant est omniprésent dans la rhétorique des Soulèvements de la Terre. Invisible à l'œil nu, rarement abordé spontanément par les activistes lors de mon enquête de terrain, il est nécessaire de se plonger dans la pensée philosophique d'auteur·rice·s proches du mouvement pour appréhender le sens profond que revêtent les actions du mouvement écologiste radical. Je me suis basé sur les écrits de Baptiste Morizot et notamment sur son essai *L'écologie contre l'humanisme* (2019) pour construire cette ouverture philosophique.

Aux prémices de la pensée philosophique occidentale moderne, on retrouve la culture judéo-chrétienne. Celle-ci voue une dimension sacrée à la relation de l'humain à un être divin avec qui il noue un lien vertical. Cette verticalité s'est substituée à une diversité de croyances païennes dont la sacralité résidait en des liens horizontaux multiples de l'humain à son milieu (des esprits des lieux, des animaux, des rivières et montagnes). La renaissance inaugure l'émancipation religieuse de l'humain et le déclin de ce lien vertical pour focaliser l'attention sacrée sur l'individu qui a pour mission de conquérir et soumettre le vivant à ses besoins.

Le Modernisme des lumières dont nos sociétés occidentales sont héritières se fonde sur cet humanisme anthropocentrique. Toute tentative écologique de remettre en cause l'anthropocentrisme de notre pensée et de nos modes de vie se voit stigmatisée comme antihumaniste. En effet les penseurs de la *deep ecology* tels Arne Naess se sont vu affublés de critiques cinglantes par des conservateurs défenseurs de l'humanisme tels Luc Ferry qui y voit un antihumanisme romantique et, sur certains aspects, un parallèle peut être établi avec la philosophie nazie à l'égard de la nature (Ferry, 1993). L'antihumanisme englobe sans distinction toute pensée qui à l'audace de remettre en cause la sacralité de l'être humain, autorisant un amalgame facile entre elles-toutes et finalement la qualification d'écoterroriste des mouvements écologistes. S'il est vrai qu'on ne saurait revendiquer un biocentrisme justifiant la priorisation de vies animales lorsqu'elles mettent en danger des vies humaines, s'il est vrai que la misanthropie est une composante de la branche biocentrique de l'écologie radicale, s'attaquer au biocentrisme est un déplacement du débat. En effet, il n'est pas question de le revendiquer au sein des Soulèvements. A l'origine de cette fracture, il y a un amalgame entre les concepts d'humanisme et d'anthropocentrisme, une opposition infondée entre anthropocentrisme humaniste et biocentrisme antihumaniste, entre les intérêts des humaines et ceux des autres vivants.

Cette opposition s'est malgré tout imposée. Elle repose sur une posture ontologique substantialiste. Autrement dit, elle repose sur la croyance suprême que l'être métaphysique réside dans l'individu et que la somme des individus font l'humanité. Il s'agit d'une humanité séparée du reste du vivants. Le substantialisme voit chaque être humain comme une substance distincte avec ses intérêts propres et non comme des membres d'une communauté vivante dont l'identité et le devenir sont avant tout constitués par le tissu de relations qui les précèdent, dont ils dépendent et qui les relie à leur milieu. Se dessine à contrario une ontologie des relations qui permet de dépasser l'opposition stérile entre écologie et humanisme.

Baptiste Morizot soutient que la difficulté à dépasser le substantialisme réside dans son ancrage essentialiste issu de l'empreinte culturelle du christianisme. Selon la bible, les êtres métaphysiques existent avant d'être mis au monde et existeront après. Selon l'approche évolutive darwinienne, en revanche, les espèces survivent en s'adaptant aux conditions écologiques. Les conditions climatiques, physico-chimiques, les relations de prédation, de commensalisme, de parasitisme, symbiose, la structure des communautés dans lesquelles elles évoluent, la nature des liens à ses semblables, sont constitutives de l'individu. L'auteur tient à relever la pertinence et le rationalisme d'une ontologie relationnelle. Il s'agit d'une approche qui n'attribue pas de propriétés spirituelles aux éléments de la nature mais reconnaît que l'être est le produit des relations écologiques constitutives et éco-évolutives qui le lient à son environnement. Elle est à distinguer d'une approche fondée sur

une unité spirituelle dans laquelle se fondent les éléments du monde vivant tel des gouttes d'eau qui appartiennent à la mer et sont portées par le même mouvement de la marée.

Ainsi, il n'est plus nécessaire de choisir de prioriser l'humain ou l'environnement, une substance ou une autre. Considérer l'être métaphysique, le « moi », comme un maillage relationnel avec les entités des mondes vivants et non vivants revient à reposer la question sous la forme suivante : quelles relations choisissons-nous de prioriser ? Il n'y a alors de bon choix pour l'être que le meilleur qu'il puisse faire pour ses relations constitutives, au risque de créer un déséquilibre, une fracture du maillage relationnel, qui n'aurait pour effet que d'isoler l'être en détruisant son système de support.

« Il faut opposer à cet humanisme substantialiste et qui croit à son auto-extraction, un humanisme relationnel où l'identité et le salut de l'humain sont constitués par ses relations intrinsèques avec les abeilles, les forêts anciennes et modernes, les bassins versants, les loups et la couche d'ozone : par ses relations les plus ténues, les plus subtiles, les plus intriquées, avec chaque biocénose et chaque biotope qui nous maintient co-vivants, chaque communauté biotique qui nous a accueillis et sculptés comme espèce, individués comme cultures.

L'humanisme séparatiste substantialiste a en un sens singulièrement échoué. Nous avons certes plus de droits, plus de ressources, plus de matières, mais nous sommes étrangement malheureux et toxiques pour le monde. Notre hyper attention envers l'humain semble nous rendre toxiques pour la terre et les humains futurs. Il ne faut pas aimer moins l'humain, mais mieux : pour ce qu'il est ; c'est-à-dire un nœud de relations avec le vivant. » (Morizot, 2018)

Les Soulèvements de la Terre participent ainsi par la rhétorique qu'ils emploient, par la contre-culture qu'ils créent et par le recours et la diffusion d'une telle pensée éco-philosophique à la construction d'une identité collective du mouvement et d'une identité individuelle de ses membres qui se pense comme un produit de relations écosystémiques.

CONCLUSION

L'objet de ce mémoire était dans un premier temps de donner la parole aux activistes et soutiens des Soulèvements de la Terre pour dégager les représentations et sens attribués aux composantes de l'identité du mouvement auquel iels participent, et dans un second temps de proposer des pistes de réflexion sur la manière dont ce mouvement catalyse et renouvelle l'identité collective du mouvement écologiste radical en France.

J'ai répondu aux questions analytiques au travers des paroles recueillies et de mes notes d'observation. Ceci m'a permis de dresser une véritable carte d'identité des Soulèvements de la Terre ainsi que de bâtir un narratif de l'identité du mouvement qui a mis en lumière les concepts structurants des choix stratégiques, du contexte politique polarisé et les concepts transversaux de la convergence des luttes et d'une philosophie ontologique du vivant.

Nous avons observé que les éléments nouveaux qu'ils apportent à la lutte écologiste radicale résident surtout dans leur structure organisationnelle en réseau de résistance et dans leur composition particulièrement massive, inclusive, hétérogène unifiée, au sein d'un mouvement pour faire front commun. S'agissant des modalités d'action et de leur échelle territorialisée, elles réaniment des pratiques de lutte, délaissées en France mais préexistantes, tout comme continuent à exister des communautés indigènes, et de modernes retournant à la nature, qui mettent en pratique les valeurs d'autonomie, de subsistance, et une philosophie de l'être humain comme nœud de relations interdépendantes. Comme le souligne la théorie de la structure des opportunités politiques, l'identité collective d'un mouvement social doit être comprise à l'aune du contexte politique dans lequel il s'insère ainsi qu'à ses rapports avec les structures dirigeantes. Il en résulte que la polarisation politique, en parallèle à la tension croissante autour des enjeux, inaugurent une période de criminalisation du mouvement d'un côté, et sa radicalisation de l'autre.

Ayant situé l'identité des Soulèvements de la Terre dans un processus évolutif, tant dans son rapport au contexte politique que dans ses choix stratégiques, il s'agit finalement moins de caractériser un « renouvellement » de l'identité du mouvement écologiste radical qu'une « évolution ». Ainsi la question de savoir ce que les Soulèvements de la Terre transforment dans la lutte écologiste radicale ne se conçoit pas uniquement à travers l'étude en vase clos des éléments de son identité collective mais bien par la portée de la mise en lien de tous ces éléments dans un contexte particulier. C'est à partir de cette posture qu'ils révèlent une forme de lutte complète, hybride, entre innovation stratégique et réanimation de pratiques et philosophies ancestrales. A défaut d'inventer une forme complètement neuve de lutte, leur apport principal que je déduis de cette recherche est leur capacité à faire converger la grande diversité de groupes, de pratiques de lutte et de postures idéologiques au sein du mouvement écologiste radical pour faire front commun et renouer avec la possibilité de conquérir des victoires politiques. A cet effet, l'étude du mouvement par une approche de la convergence des luttes a été largement survolée et il serait intéressant de poursuivre des recherches sur sa capacité à fédérer le mouvement social écologiste radical global mais plus encore de porter ses revendications dans une arène politique décisionnelle effective, voire à l'international.

En effet, un mouvement social « grassroot » tel que les Soulèvements de la Terre, qui provoque une division telle dans sa société, n'a pas le statut nécessaire pour constituer une force politique à même de convaincre toutes les catégories sociales de s'engager dans un changement de paradigme. Ce mémoire se concentre sur l'impact des Soulèvements de la Terre sur le mouvement écologiste radical, l'aspect qui constitue le point de vue des « autres », des opposants hors gouvernement, des sceptiques, des écologistes moins radicaux n'a été que peu abordé. Le manque de point de vue contradictoire constitue la limite principale de mon travail. Il est pourtant essentiel de prendre en compte tout le spectre des positions socio-politique dans une transformation systémique de nos modes de vie et de production, nécessaire face au réchauffement climatique et à l'extinction de la biodiversité. Tous et toutes ne consentiront pas aisément à reconceptualiser leurs relations à leur environnement selon une ontologie relationnelle de l'humain à son milieu. C'est pourquoi les modes de fonctionnement et la contre-culture que promeuvent les Soulèvements de la terre constituent, de manière

réaliste, un foisonnement d'expérimentations positives d'autonomie, de démocratie participative, de *composition* au sens de convergence des différences vers un objectif commun, plutôt qu'un modèle à adopter tel quel. S'inspirer de ceux-ci tout en *composant* avec d'autres visions du monde sera assurément nécessaire pour trouver une porte de sortie aux crises environnementales, sociales et démocratique dans laquelle nos sociétés occidentales, et en l'occurrence la France, s'enlisent. Yamina Saheb, chercheuse experte du GIEC, rappelle l'importance des mouvements sociaux pour faire pression sur les gouvernements afin d'adopter des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique toujours plus ambitieuses. Ils n'ont pas vocation à s'y substituer mais ils occupent une place fondamentale dans la réponse globale, nationale et locale aux enjeux du siècle.

Au sein de la contre-culture que les Soulèvements de la Terre proposent et mettent en pratique, les concepts d'autonomie politique et de subsistance me paraissent fondamentaux pour repenser l'organisation sociale de nos sociétés dont les individus ont totalement perdu la maîtrise de leurs identités et conditions de vie. Pour un développement plus substantiel de ces concepts, je vous invite à consulter les travaux de Geneviève Pruvost, *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance* (2021) et d'Aurélien Berlan, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance* (2021). Autonomie et subsistance sont également les fondamentaux de la réponse que les tenants du courant de la collapsologie opposent à l'effondrement de la société thermo-industrielle, courant dont Pablo Servigne est la référence francophone. Plus encore, poussés à l'extrême, autonomie et subsistance peuvent mener à la doctrine du survivalisme. Elle constitue un mouvement bien établi aux Etats-Unis depuis les années 1960. En France elle n'a cessé de se développer et compterait entre 100.000 et 150.000 adhérents selon d'incertaines estimations (National Géographique, 2022). Les survivalistes pensent que la catastrophe (guerre civile, effondrement de la société, événement naturel extrême) est inévitable et que pour s'y préparer il leur faut aménager leur propre autonomie et subsistance de manière à défendre leur intérêt individuel ou celui de leur groupe restreint. Entre repli individualiste et mécanismes de solidarité, une étude comparative des représentations de l'autonomie et de la subsistance pourrait présenter un réel intérêt pour anticiper les diverses réactions qui pourraient se produire dans un monde à + 3.2°C en 2100.

En définitive, les Soulèvements de la Terre tentent de montrer au monde que Margaret Thatcher avait tort lorsqu'elle martelait sa fameuse maxime *There Is No Alternative*, que d'autres mondes sont possibles et qu'ensemble nous avons la force de les faire « sortir de Terre » à l'image de l'utopie réaliste d'Ernest Callenbach *Ecotopia* (1975).

« *Le pari minimal, que j'appelle pari civilisationnel d'une écotopie, et qui pourrait constituer une plateforme minimale de toute écologie politique contemporaine [...] défend qu'il faut cohabiter mieux avec la nature (envisagée en termes de communautés biotiques) pour améliorer conjointement les conditions d'existence des humains et des autres, qui sont indissociables. Car notre vitalité dépend de la leur. Ce n'est pas démontré. Ni infirmé. C'est un pari sur la nature de nos relations au monde que certains tentent de rendre vrai* »

Baptiste Morizot, 2018

ANNEXES

1. Grille d'entretien semi-directif pour les militant·e·s

Militant·e des Soulèvements de la Terre	
Personnel	Pseudo, Statut socio-professionnel, genre, âge
	Collectif d'origine, Histoire militante, sensibilités de luttes
	Pourquoi et Comment avoir rejoint les SDT
	Narratif des actions réalisées
Identité Collective	Que sont les SDT ?
	Comment définir l'identité du mouvement ?
	De qui les SDT sont-ils composés ?
	Comment arrivez-vous à fédérer les divers groupes aux cultures politiques et revendications diverses ? Qu'est-ce qui fait sens commun ?
	Quelle idéologie ou culture collective sous-tend le mouvement ?
Moyens D'action	Quels sont les moyens d'actions mis en œuvre par le mouvement ? Quel sont leurs objectifs ?
	On critique souvent la radicalité de ces moyens d'actions, leur violence, qu'en pensez-vous ?
	Que signifie le désarmement d'infrastructures écocidaire ? Qu'est-ce qui le justifie ?
	Quid d'autres moyens d'action ?
	Comment changer le système économique depuis l'action locale ?
	Quel rapport du mouvement aux institutions politiques ? au fait d'investir le champ politique pour changer le système ? A l'état ?
Effets culturels /politiques /concrets	Les actions les SDT ont-ils permis de faire avancer les luttes locales ?
	Quel seraient les conséquences du contexte socio-politique sur la mobilisation ?
	Que répondre à ceux qui critiquent le mouvement pour détruire mais ne rien proposer comme alternative ?
	Quel effet de ces moyens d'actions dits « radicaux » et parfois « violents » sur le rapport de force ? Sur la représentation du mouvement ?
	Quel impact de la criminalisation du mouvement sur les militants, sur l'opinion publique, sur la lutte (répression, dissolution) ?
	Quel impact culturel et politique du mouvement ?

2. Grille d'entretien semi-directif pour les collectifs locaux en lutte

	Militants d'une lutte locale	
Personnel	Pseudo, Statut socio-professionnel, genre, âge	
	Histoire militante, sensibilités personnelles	
	Collectif, son Histoire, ses luttes	
	Narratif des actions réalisées	
Identité Collective	Pourquoi et comment les SDT ont rejoint le collectif ?	
	Comment vous placez-vous par rapport à l'identité des SDT ?	
	Quelle identité/culture collective dans un mouvement rassemblant tant de luttes locales et de cultures politiques diverses ?	
	Que suscite chez-vous la mise en réseau de toutes ces luttes ?	
Moyens D'action	Quels étaient votre stratégie et vos moyens d'action pour remporter votre lutte locale ?	
	Quels sont les moyens d'action des SDT ? Les partagez-vous et pourquoi ?	
	Qu'est ce qui justifie le désarmement d'infrastructures écocidaire ?	
	Le combat sur la lutte locale peut-il permettre de faire évoluer la lutte à l'échelle globale ?	
	Quel rapport du mouvement aux institutions politiques ? au fait d'investir le champ politique pour changer le système ? A l'état ?	
Effets culturels /politiques /concrets	Qu'est-ce que les SDT ont apporté/changé à votre lutte ?	
	Comment le contexte socio-politique impacte-t-il votre mobilisation ?	
	Quel impact de la criminalisation du mouvement sur vos militants, sur l'opinion publique, sur votre lutte ?	

BIBLIOGRAPHIE

- Arne, N. (1973). The Shallow and the Deep. Long-Range Ecology Movement. A Summary. *Inquiry*, 16, 95-100. <https://doi.org/10.11639/sjst.KJ00007111431>
- Atkinson, J., D. (2017). Activist Organizations. In Atkinson, J., D. *Journey into social activism: Qualitative Approaches* (pp. 101-123). New-York: Fordham University Press. DOI : 10.26530/oapen_626395
- Bendali, Z., Challier, R., Della Sudda, M., Fillieule, O., Agrikoliansky, É., & Aldrin, P. (2019). Le mouvement des Gilets jaunes: un apprentissage en pratique (s) de la politique?. *Politix*, (4), 143-177. <https://doi.org/10.3917/pox.128.0143>
- Benford, R. D., & Snow, D. A. (2000). Framing processes and social movements: An overview and assessment. *Annual review of sociology*, 26(1), 611-639. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.26.1.611>
- Blumer, H. (1969). Collective Behavior" in Alfred McClung Lee, ed. *Principles of Sociology*. New York: Barnes and Noble Books, 65-121.
- Bookchin, M. (1982). *The ecology of freedom* (p. 232). New Dimensions Foundation. ISBN: 0917352092
- Bourdeau, V., Cottin-Marx, S., Flipo, F., Grisoni, A., Jouffe, Y., Lagneau, A., & Poulteau, È. (2015). Vitalité politique en rase campagne. *Mouvements: des idées et des luttes*, 84(4), 7-13. DOI : 10.3917/mouv.084.0007
- Bourdeau, V., & Jarrige, F. (2015). Vivre en travaillant. L'expérience de la société coopérative «Ardelaine» à Saint-Pierreville: Entretien avec Béatrice et Gérard Barras. *Mouvements*, (4), 82-93. DOI : 10.3917/mouv.084.0082.
- Bourg, D., Demay, C. & Favre, B. (2021). *Désobéir pour la Terre: Défense de l'état de nécessité*. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.bourg.2021.01>
- Boyatzis, R. E. (1998). *Transforming qualitative information: Thematic analysis and code development*. sage. LC: 97045405LC
- Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative research in psychology*, 3(2), 77-101. DOI :10.1191/1478088706qp063oa
- Brinkmann, S. (2014) Unstructured and semi-structured interviewing. *The Oxford handbook of qualitative research*, vol. 2, p. 277-299. DOI: 10.1093/oxfordhb/9780199811755.001.0001
- Broqua, C. (2009). L'ethnographie comme engagement: enquêter en terrain militant. *Genèses*, (2), 109-124. URL : <https://www.cairn.info/revue-geneses-2009-2-page-109.htm>
- Broqua, C. (2020). Observation ethnographique. Dans Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. 2e édition mise à jour et augmentée (pp. 410-416) Paris : Presses de Sciences Po. DOI : 10.3917/scpo.filli.2020.01.0410.
- Carpio, M-A., L'envers du survivalisme. *National Géographique*. <https://www.nationalgeographic.fr/interview/lenvers-du-survivalisme>
- Cefai, D. (2020). Comportement collectif. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*: 2e édition mise à jour et augmentée (pp. 123-129). Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi-org.ezproxy.ulb.ac.be/10.3917/scpo.filli.2020.01.0123>
- Cervera-Marzal, M., & Ollitrault, S. (2021). Non-violence et désobéissance civile dans les luttes actuelles. *Alternatives non-violentes*, 1(200), 49-52. <https://doi.org/10.3917/anv.200.0049>

- Chabanet, D. (2020). Nouveaux mouvements sociaux. Dans Olivier Fillieule éd., Dictionnaire des mouvements sociaux. 2e édition mise à jour et augmentée (403–410) Paris : Presses de Sciences Po. DOI : 10.3917/scpo.filli.2020.01.0410.
- Chazel, F. (2020). Mobilisation des ressources. Dans : Olivier Fillieule éd., Dictionnaire des mouvements sociaux: 2e édition mise à jour et augmentée (pp. 398-403). Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi-org.ezproxy.ulb.ac.be/10.3917/scpo.filli.2020.01.0398>
- Chenoweth, E., & Stephan, M. (2011). Le pouvoir de la non-violence. Pourquoi la résistance civile est efficace. Calmann-Levy. EAN : 9782702166956
- Combes, H., Hmed, C., Mathieu, L., Siméant, J., & Sommier, I. (2011). Observer les mobilisations: Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux. *Politix*, 24(1), 7-27. DOI : 10.3917/pox.093.0007. URL : <https://www.cairn.info/revue-politix-2011-1-page-7.htm>
- Daphi, P. (2017). *Becoming a movement: Identity, narrative and memory in the European global justice movement*. Rowman & Littlefield. ISBN : 9781786603791
- Deleuze, G., & Guattari, F. (1991). *Qu'est-ce que la philosophie?*. Minuit. ISBN :2707313866 2707319422
- Ellefsen, R. (2021). The unintended consequences of escalated repression. *Mobilization*, 26(1), 87-108. <https://doi.org/10.17813/1086-671X-26-1-87>
- Farro, A. (2000). *Les mouvements sociaux: diversité, action collective et globalisation*. PUM. DOI :10.4000/books.pum.12289
- Ferry, L. (1993). Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme. *Revue Philosophique de la France Et de l'Etranger*, 183(3).
- Fillieule, O. (1997). *Stratégies de la rue: Les manifestations en France*. Presses de Sciences Po. <https://doi-org.ezproxy.ulb.ac.be/10.3917/scpo.filli.1997.01>
- Fillieule, O. & Mathieu, L. (2020). Structure des opportunités politiques. Dans : Olivier Fillieule éd., Dictionnaire des mouvements sociaux: 2e édition mise à jour et augmentée (pp. 573-580). Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi-org.ezproxy.ulb.ac.be/10.3917/scpo.filli.2020.01.0573>
- Flesher Fominaya, C. (2010). Collective identity in social movements: Central concepts and debates. *Sociology Compass*, 4(6), 393-404. <https://doi.org/10.1111/j.1751-9020.2010.00287.x>
- Franquemagne, G. (2009). *Les mobilisations socio-territoriales: le Larzac, une cause en mouvement* (Doctoral dissertation, Université Montesquieu-Bordeaux IV).
- Fuller, R., et al. (2022). Pollution and health: a progress update. *The Lancet Planetary Health*, vol.6. DOI: [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(22\)00090-0](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(22)00090-0)
- Gamson, J. (1997). Messages of exclusion: Gender, movements, and symbolic boundaries. *Gender & Society*, 11(2), 178-199. <https://doi.org/10.1177/089124397011002003>
- Gattolin, A. (2006). De la nécessité d'un nouvel écosystème politique. *Multitudes*, 24(1), 119-129. <https://doi.org/10.3917/mult.024.0119>
- Gederloos, P., (2005). Comment la non-violence protège l'État. Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux. Libre. ISBN : 978-29-55678-24-4
- Gerlach, L. P. (2001). The structure of social movements: Environmental activism and its opponents. *Networks and netwars: The future of terror, crime, and militancy*, 296. ISBN :0-8330-3030-2
- GIEC. (2023). AR6 Résumé pour les décideurs

- Goodwin, J., & Jasper, J. M. (1999, March). Caught in a winding, snarling vine: The structural bias of political process theory. In *Sociological forum* (Vol. 14, pp. 27-54). Kluwer Academic Publishers-Plenum Publishers. <https://doi.org/10.1023/A:1021684610881>
- Goodwin, J., Jasper, J. M., & Polletta, F. (2004). Emotional dimensions of social movements. *The Blackwell companion to social movements*, 413-432. <https://doi.org/10.1002/9780470999103.ch18>
- Grimonprez, B. (2022). «Méga-bassines»: réparer la fracture hydraulique. AOC. Média. HAL Id : hal-03877406
- Grisoni, A., & Némoz, S. (2017). Les mouvements socio-écologistes, un objet pour la sociologie. *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie*, (12). <https://doi.org/10.4000/socio-logos.3116>
- Hunt, S. A., & Benford, R. D. (2004). Collective identity, solidarity, and commitment. *The Blackwell companion to social movements*, 433(57). DOI:10.1002/9780470999103
- Inglehart, R. (2015). *The silent revolution: Changing values and political styles among Western publics*. Princeton University Press. DOI :10.1515/9781400869589
- IPBES. (2019). *Rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques – Résumé à l'intention des décideurs*
- Jasper, J. M. (1997). *The art of moral protest: Culture, biography, and creativity in social movements*. University of Chicago Press. ISBN :0-226-39480-8
- Jasper, J. M., & Goodwin, J. (Eds.). (2014). *The social movements reader: cases and concepts*. John Wiley & Sons. DOI :10.1177/136078040300800407
- Lajarthe, F. (2022). *Construire un mouvement de justice climatique grassroots: Une enquête dans des organisations et des réseaux d'activistes européens*. (Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles). DI·fusion.
- Larrère, C. (2018). L'écologie politique existe-t-elle?. *Esprit*, (1), 119-129. DOI10.3917/espri.1801.0119
- Lichterman, P. (1998). What do movements mean? The value of participant-observation. *Qualitative Sociology*, 21, 401-418. <https://doi.org/10.1023/A:1023380326563>
- Lobbedez, E., & Buchter, L. (2023). The Strength of Pushback Collective Identity in a Fragmented Mass Movement. *Mobilization: An International Quarterly*, 28(1), 61-88. <https://doi.org/10.17813/1086-671X-28-1-61>
- Luna, Z., Jesudason, S., & Kim, M. E. (2020). Turning toward intersectionality in social movement research. *Mobilization: An International Quarterly*, 25(4), 435-440. <https://doi.org/10.17813/1086-671X-25-4-435>
- Martínez-Alier, J. (2012). Environmental justice and economic degrowth: an alliance between two movements. *Capitalism Nature Socialism*, 23(1), 51-73. <https://doi.org/10.1080/10455752.2011.648839>
- McAdam, D., McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (Eds.). (1996). *Comparative perspectives on social movements: Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Cambridge University Press. DOI :10.1017/CBO9780511803987
- McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1977). Resource mobilization and social movements: A partial theory. *American journal of sociology*, 82(6), 1212-1241. <https://doi.org/10.1086/226464>
- McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1977). *The trend of social movements in America: Professionalization and resource mobilization*. 5008V00Muller, E. (1980). *From Mobilization to Revolution*. By Charles Tilly. (Reading, Mass.: Addison-Wesley, 1978. Pp. xiii 349. No price given.). *American Political Science Review*, 74(4), 1071-1073. Doi:10.2307/1954345

- McAdam, D. (1999). *Political process and the development of black insurgency, 1930-1970*. University of Chicago Press. ISBN:0-226-55553-4
- Melucci, A. (1980). The new social movements: A theoretical approach. *Social science information*, 19(2), 199-226. <https://doi.org/10.1177/053901848001900201>
- Melucci, A. (1995). The process of collective identity. *Social movements and culture* (Ed.) H. Johnston, & B. Klandermans. Minneapolis: University of Minnesota Press, 41, 63. <https://www.jstor.org/stable/10.5749/j.cttt0p8>
- Mesini, B., & Thivet, D. (2014). Dynamiques des luttes paysannes et rurales dans les forums sociaux 2000-2010. Vers une troisième génération de droits-devoirs envers la «Terre commune». *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in Movement Journal of Geography and Planning*, (22), 98-111. <https://doi.org/10.4000/tem.2461>
- Morizot, B. (2018) *L'écologie contre l'Humanisme*. Essais, 13. DOI : 10.4000/essais.516
- Neveu, E. (2019). *Sociologie des mouvements sociaux. La découverte*. DOI : 10.3917/dec.neveu.2019.02.
- Oberschall, A. (1973). *Social conflict and social movements*. (No Title). ISBN: 0138157618
- Ollitrault, S., & Villalba, B. (1814). *Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises. Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, 716-723. <https://doi.org/10.3917/dec.pigen.2014.01.0716>
- Polletta, F., & Jasper, J. (2001). Collective identity and social movements. *Annual Review of Sociology*, 27, 283-305. Doi: 10.1146/annurev.soc.27.1.283
- Saunders, C. (2008). Double-edged swords? Collective identity and solidarity in the environment movement 1. *The British journal of sociology*, 59(2), 227-253. <https://doi.org/10.1111/j.1468-4446.2008.00191.x>
- Sauvayre, R. (2021). *Initiation à l'entretien en sciences sociales-2e éd.: Méthodes, applications pratiques et QCM*. Armand Colin. URL : <https://www.cairn.info/initiation-a-l-entretien-en-sciences-sociales--9782200630836-page-29.htm>
- Smelser, N. J. (1962). *Theory of Collective Behavior*, New York Free Press. DOI :10.4324/9781315008264
- Snow, D. (2001). *Collective identity and expressive forms. UC Irvine: Center for the Study of Democracy*. <https://escholarship.org/uc/item/2zn1t7bj>
- Staggenborg, S. (2022). Studying a Movement Up Close: Grassroots Environmentalism. *Mobilization*, 27(1), 1-12. <https://doi.org/10.17813/1086-671X-27-1-1>
- Statista. (2020). *L'éco-anxiété en France*
- Taylor, V., & Whittier, N. (1992). Collective identity in social movement communities: lesbian feminist mobilization. See Morris & Mueller 1992. *Annu. Rev. Sociol*, 2000, 611-639. ISBN :0-8476-8747-3
- Tilly, C. (2004). *Social Movements, 1768-2004 (1st ed.)*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315632063>
- Touraine, A. (1978). *La voix et le regard: sociologie des mouvements sociaux*. FeniXX. ISBN : 2020050064
- Voegtli, M. (2020). *Identité collective*. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux: 2e édition mise à jour et augmentée* (pp. 308-313). Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi-org.ezproxy.ulb.ac.be/10.3917/scpo.filli.2020.01.0308>
- WWF. (2020). *Living Planet Report*